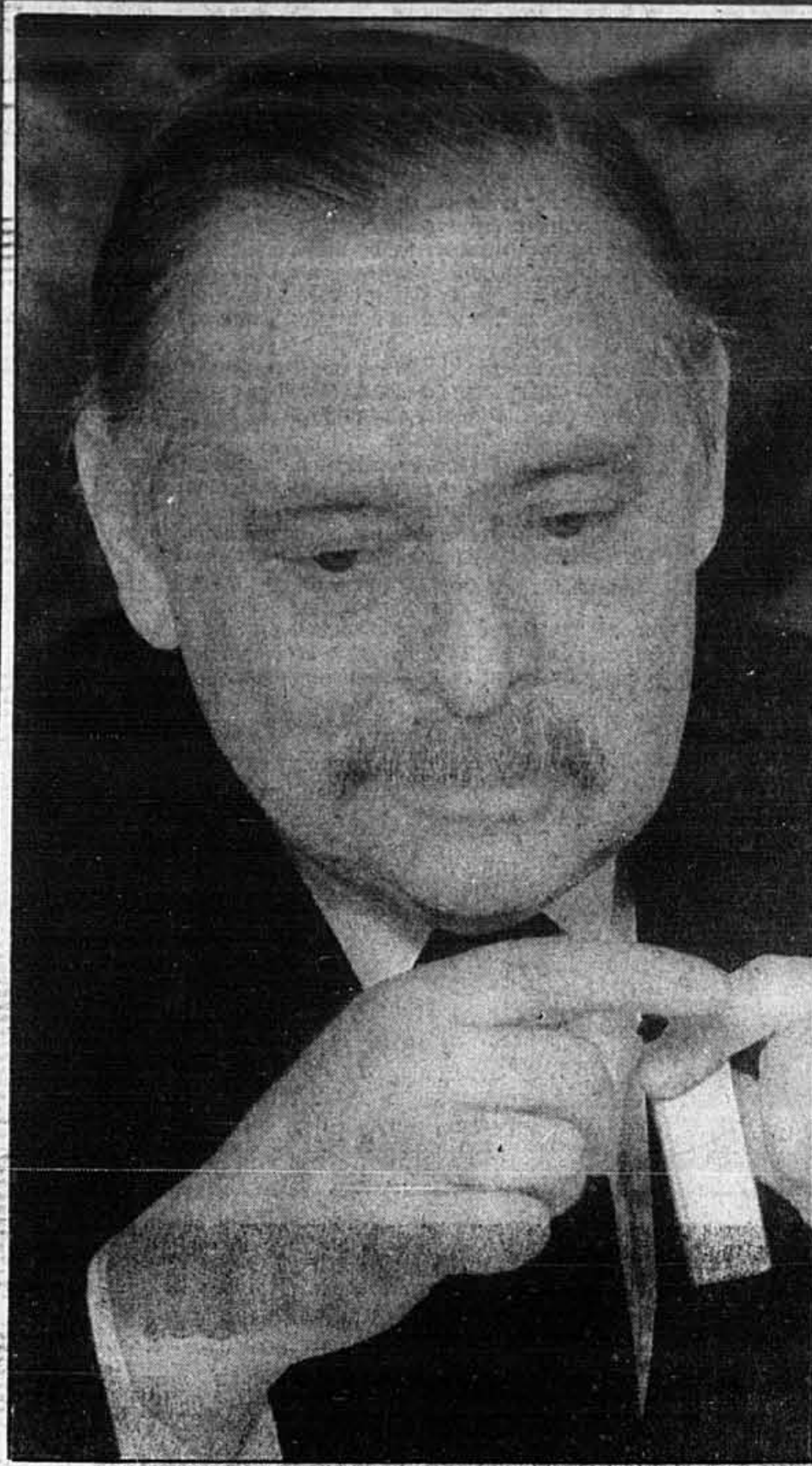


Les engagements économiques



Les événements quotidiens ont noyé plusieurs des engagements économiques des libéraux et des péquistes durant la campagne électorale. Mais il y en a eu. Certaines de ces promesses électorales tiennent davantage de la témérité que du réalisme, mais il y en a qui sont sérieuses et originales. De toute façon, nous vous présentons ici un résumé de ce qui s'est dit et promis ces dernières semaines.



CLAUDE FICHER



En six longues semaines de campagne, les deux grands partis ont eu toutes les occasions de formuler leurs engagements en matière économique. Et ils l'ont fait, même si plusieurs de ces engagements ont pu passer inaperçus, noyés qu'ils étaient par les nombreux événements qui leur ont volé la vedette.

Certains engagements sont sérieux et originaux. D'autres, on le verra dans le survol qui suit, tiennent davantage de la témérité que du réalisme.

Dans tous les cas, il ne s'agit que de promesses électorales, avec tout ce que cette notion charrie de péjoratif. La méfiance chronique que les électeurs ont développée peut facilement s'expliquer; ils ont suffisamment été échaudés, dans le passé. N'empêche qu'il peut être utile, en cette fin de campagne, de jeter un coup d'oeil sur ces engagements, ne serait-ce que pour voir à quel point les approches des deux partis dans différents dossiers sont éloignées (ou rapprochées).

Les impôts

S'il n'en tient qu'aux deux chefs, les contribuables québécois n'auront pas à subir de hausses d'impôts ou de nouvelles taxes, peu importe le parti qui sera porté au pouvoir lundi.

L'engagement le plus solennel à cet égard a été pris par Jacques Parizeau, qui a promis noir sur blanc que les impôts ne grimperaient pas s'il était élu. Mais le chef du PQ s'est bien gardé de préciser pour combien de temps cette promesse était valable.

Robert Bourassa s'est aventuré avec plus de prudence sur ce terrain, se contentant d'affirmer que les libéraux « n'avaient pas l'intention » d'alourdir le fardeau fiscal des contribuables. Le ministre des Finances, Gérard-D. Levesque, susceptible de conserver son portefeuille si son parti est réélu, est allé plus loin que son chef: « De nouvelles taxes? Pas question! »

Aucun politicien n'est assez suicidaire pour aller déclarer, en pleine campagne

électorale, qu'il a l'intention d'augmenter les impôts!

En pratique, ces beaux engagements ont finalement peu de sens, parce que les revenus budgétaires du gouvernement sont étroitement liés au comportement de l'économie. Et personne n'est capable de prédire l'avenir, comme on l'a vu en 1981, lorsque la récession a forcé le ministre des Finances de l'époque (Jacques Parizeau) à déposer en catastrophe un mini-budget qui doublait la taxe ascenseur sur l'essence. Et si les libéraux ont effectivement pu baisser les impôts au cours de leur mandat, ils le doivent en bonne partie à un environnement économique propice.

Les électeurs peuvent se demander, à ce sujet, si le PQ pourrait réaliser tous ses engagements, évalués à \$3,3 milliards, sans hausser les impôts. C'est possible, ces promesses étant étalées sur quatre ans, mais l'engagement demeure audacieux.

Montréal

Montréal devrait, normalement, jouer un rôle moteur dans l'économie québécoise. Mais ce n'est pas le cas; l'économie montréalaise est par terre! Les deux partis ont beaucoup parlé du problème, mais n'ont pas avancé de solutions particulièrement originales.

Les libéraux promettent de mettre sur pied un comité interministériel pour le développement de la région montréalaise. Quand on connaît l'animosité de certains poids lourds du Cabinet à l'endroit de l'administration municipale, on a bien le droit de demeurer sceptiques. D'autre part, les libéraux ne semblent pas faire la distinction entre la prospère banlieue montréalaise et la ville elle-même, là où se trouvent les vrais problèmes. Les libéraux se sont surtout bornés à évoquer les dépenses déjà faites ou approuvées au cours des quatre dernières années.

M. Parizeau profite du climat de tension pour affirmer que, s'il est élu, les Montréalais trouveront à Québec les interlocuteurs sympathiques qui leur ont manqué sous les libéraux. Ce qui est sans doute vrai; l'administration du RCM a plus d'atomes crochus avec le PQ qu'avec les libéraux.

Plusieurs engagements ont été pris dans des dossiers spécifiques. Un gouvernement péquiste étudierait attentivement l'idée du maire Doré de creuser un

tunnel sous la Métropolitaine, idée rejetée rapidement à l'époque par le ministre Marc-Yvan Côté. Les libéraux parlent de prolonger le métro à Laval et vers Montréal-Nord. Les péquistes veulent implanter un centre de recherche sur la pollution industrielle, dans l'est. Mais aucun des deux partis n'a proposé d'approche globale envers le problème de Montréal, et aucun ne s'est engagé à débloquer des fonds spécifiquement destinés à la relance de l'économie montréalaise. Certains projets de formation et de recherche destinés à l'ensemble du Québec pourraient, par la bande, favoriser Montréal.

Le problème du logement, particulièrement crucial à Montréal, a fait l'objet d'une promesse précise et réaliste de M. Parizeau. À certaines conditions, le PQ s'engage à garantir que le taux hypothécaire des nouveaux propriétaires ne dépassera pas 10 p. cent. Cette promesse se veut simplement une réponse péquiste au programme libéral d'accès à la propriété, déjà en vigueur, et qui offre des conditions à peine moins avantageuses.

Les deux partis favorisent la construction de logements sociaux, les péquistes étant plus généreux à cet égard que les libéraux.

Les finances publiques

À bien des égards, les deux partis sont à peu près sur la même longueur d'ondes en ce qui concerne la gestion des finances publiques.

Les libéraux se vantent, avec raison, d'avoir réduit le déficit à \$1,5 milliard. Les besoins financiers nets de la province diminuent. Déjà en meilleure santé que les finances publiques fédérales il y a quatre ans, celles du Québec se sont constamment améliorées depuis.

MM. Bourassa et Parizeau, même s'ils n'en font pas un engagement ferme, entendent tous deux une hausse annuelle des dépenses gouvernementales d'un point de pourcentage de plus que l'inflation, ce qui se situe en plein dans la tendance des quatre dernières années.

On retrouve plus de nuances sur la question du déficit. Aucun des deux partis ne s'est engagé à réduire le déficit à zéro, comme le leur demandait notamment le Conseil du patronat. Les libéraux auraient sans doute pu le faire, mais ils ont préféré diminuer les impôts. Les

libéraux laissent clairement entendre que la réduction du déficit demeure un « objectif important ». Pour les péquistes, la question apparaît moins préoccupante, et si les circonstances l'exigent (en cas de ralentissement important de l'économie, par exemple), un gouvernement péquiste, si on se fie à l'ensemble des déclarations de M. Parizeau, aurait moins de réticence qu'un gouvernement libéral à laisser grimper le déficit.

L'emploi

S'il est un domaine où il est difficile de faire (et de tenir) des promesses, c'est bien celui de l'emploi. M. Bourassa, c'est une vieille habitude chez lui, aime bien les gros chiffres ronds. Qui ne se souvient de ses 100 000 emplois de 1970? En 1985, il parlait de 80 000 emplois par année pendant quatre ans. Au bout de trois ans, cet objectif a été atteint, à quelques poussières près, mais les choses se présentent assez mal pour la quatrième année.

Le gouvernement du Québec peut, avec les instruments dont il dispose, avoir une certaine influence sur la création d'emplois. Les libéraux s'en sont assez bien servi au cours de leur mandat, mais ils ont aussi été chanceux, dans la mesure où le contexte économique nord-américain, les taux d'intérêt, la concurrence internationale, les dépenses des consommateurs et d'autres phénomènes sur lesquels le gouvernement ne possède pas ou peu de contrôle ont joué en sa faveur.

Cette fois-ci, M. Bourassa ne lance pas de chiffres ronflants mais parle de réduire le chômage de deux points de pourcentage en quatre ans. C'est, compte tenu des moyens à sa disposition, un objectif téméraire. D'autant plus que son propre ministre des Finances, dans son dernier budget, prévoit que le taux de chômage oscillera autour de 9,1 p. cent d'ici 1992.

Les péquistes n'avancent pas de chiffres, mais ressortent des tiroirs l'éternel disque de la « politique de plein emploi ». Formule creuse s'il en est, et objectif encore plus téméraire que celui des libéraux. Pour y arriver, le PQ mise particulièrement sur la formation de la main-d'oeuvre, en demandant aux entreprises d'y consacrer un pour cent de leur masse salariale.

Croissance de l'économie

On entre ici sur un terrain glissant. M. Bourassa, en brandissant le spectre de l'« instabilité politique » (et donc, économique) qu'entraînerait l'élection d'un gouvernement péquiste, joue la carte de la sécurité. Ou de la peur. Carte qu'il joue avec modération, il faut le reconnaître: on a connu, à ce jeu, des envolées autrement plus démagogiques que pendant cette campagne.

La croissance économique du Québec, dans les faits, ne dépend pas que du résultat des élections. On l'a vu tantôt, plusieurs phénomènes extérieurs jouent aussi. Mais le gouvernement peut certainement utiliser des leviers qui peuvent faire une bonne différence. À ce titre, on n'a qu'à évoquer le REA de M. Parizeau ou la politique fiscale de M. Bourassa. Si la croissance de l'économie québécoise est supérieure à la moyenne canadienne (bien qu'inférieure à celle de l'Ontario) depuis sept ans, on le doit en partie à ce genre d'intervention.

Mais la croissance dépend aussi de projets à plus long terme. C'est ici qu'entrent en ligne de compte des dossiers comme l'éducation, la recherche et le développement, les investissements.

Pour ce qui est de l'éducation, aucun des deux partis ne s'est engagé à répondre aux demandes des universités québécoises, mécontentes des maigres ressources que leur a allouées le gouvernement Bourassa dans son dernier budget. Par contre, pour donner un coup de pouce aux universités, les libéraux semblent prêts à dégelier les frais de scolarité (qui comptent parmi les plus bas du monde industrialisé), tandis que M. Parizeau s'est clairement prononcé en faveur du gel.

En ce qui concerne la recherche et le développement, la promesse la plus originale vient du PQ, qui demandera aux entreprises de consacrer un pour cent de leur masse salariale à cette fin. Les libéraux proposent de stimuler la recherche et le développement par le biais de crédits d'impôt et autres avantages fiscaux, comme ils le font déjà.

On peut enfin souligner l'engagement libéral de stimuler les investissements dans les « projets moteurs ». L'idée, bien articulée, consiste à accorder des avantages fiscaux aux petits investisseurs qui participeraient au financement de nouveaux projets lancés par la grande entreprise.

Maison

UN CAHIER SPÉCIAL À NE PAS MANQUER

DANS La Presse DU MERCREDI 27 SEPTEMBRE 1989

Le choix de La Presse

Ni La Presse ni moi-même n'avons de mot d'ordre à donner à qui que ce soit à l'égard des élections générales de lundi prochain.

Ce serait toutefois manquer à notre rôle que de ne pas faire part à nos lecteurs de notre propre analyse au moment où les Québécois sont appelés à choisir qui va les gouverner au cours des quatre prochaines années.

Des incidents comme les pérégrinations des BPC puis l'alerte au plomb dans le voisinage d'une usine sont venus troubler les débats de fond qu'on souhaite normalement entendre en période électorale. Plus déplorable encore a été la conduite des leaders syndicaux qui ont profité de cette période où le gouvernement est réduit au rôle de concierge de l'État pour tenter ce qui n'est rien de moins qu'une insurrection sociale axée sur le portefeuille des contribuables.

Malgré tout, qu'on le veuille ou non, l'électeur aura lundi trois choix:

- Robert Bourassa et le Parti libéral du Québec;
- Jacques Parizeau et le Parti québécois;
- les autres.

Voici notre choix.

M. Jacques Parizeau a fait une belle performance. Personne n'aurait pu pousser le Parti québécois aussi loin dans cette campagne. M. Parizeau a également le mérite et le courage d'avoir été clair sur l'option qu'il préconise: l'indépendance du Québec. Cela nous change des contorsions et réticences mentales péquistes du passé.

Cela nous force cependant, lorsqu'on évalue le PQ, à tenir compte à la fois de son option et à la fois de sa capacité de gouverner.

Malgré une sympathie certaine dans l'opinion publique pour l'idée de la souveraineté, il est clair que la population n'est pas prête à vivre les années de brassage et d'incertitude qu'entraînerait inévitablement l'élection d'un gouvernement qui s'est donné le mandat de sortir le Québec du Canada. C'est d'autant plus vrai que la stratégie proposée par M. Parizeau, des référendums sectoriels, mènera à la confusion et aux débats stériles.

Par ailleurs, le malheur de M. Parizeau, c'est que la population du Québec ne se sent pas à ce point fatiguée du présent gouverne-

ment, malgré tous ses déboires. Elle ne considère pas le PQ comme un gouvernement de rechange qu'il faut se résoudre à placer aux affaires de l'État.

Cela peut sans doute s'expliquer par le fait que la campagne menée par M. Parizeau a peut-être été vigoureuse, mais n'a pas fait preuve d'une aussi grande transparence dans les dossiers autres que celui de la souveraineté. Les incidents écologiques et les négociations avec les employés de l'État nous ont fourni plus d'une fois l'occasion de voir le chef du PQ sous un jour beaucoup moins limpide et, même, tenté par le désir de jouer démagogiquement avec le feu.

Il n'en reste pas moins que le Parti québécois, sous la direction de M. Parizeau, a fait preuve d'une maîtrise des dossiers qui lui permettra de jouer un rôle essentiel pour la qualité de notre vie démocratique, celle d'une opposition vigilante et vigoureuse.

Certains qui disent parler au nom de la communauté anglophone de Montréal sont en train de prouver une fois de plus qu'ils n'ont aucun sens politique ni aucun sens du Québec.

En invitant les anglophones à appuyer le Parti égalité, comme on les avait incités à appuyer l'Union nationale de Rodrigue Biron en 1976 — pire encore, en leur demandant d'annuler leur vote comme le suggère Alliance-Québec —, ces porte-parole ne font que conduire la communauté anglophone à creuser l'isolement où la plongent chaque jour davantage certains irréductibles des médias anglophones.

L'état de santé de l'anglais au Québec n'a aucune commune mesure avec la fragilité du français au Canada et en Amérique du Nord. Que cessent donc ces faux débats sur les apparences de liberté d'expression. Ils sont sûrement plus nombreux qu'on ne veut le faire croire, les anglophones de Montréal qui sont disposés à s'associer individuellement et collectivement au Québec.

Reste Robert Bourassa et le Parti libéral du Québec. En temps normal, la méthode Robert Bourassa de gouvernement est extrêmement efficace. Il s'agit de faire le moins de vagues possible et de régler par de savants louvoisements les problèmes lorsqu'ils se présentent. Les citoyens sont généralement bien heureux d'en-

tendre à l'heure actuelle le moins souvent parler de leur gouvernement.

La méthode a cependant eu des ratés majeurs depuis un an. D'abord, lorsque le problème de la langue a fini par éclater, ensuite celui des BPC, puis, à l'occasion des négociations avec les employés du secteur public. Ce manque de leadership plonge la population dans l'insécurité.

C'est notre avis, toutefois, que Robert Bourassa et le Parti libéral du Québec méritent notre confiance pour un nouveau mandat, au-delà du seul fait que nous ne saurions appuyer l'option constitutionnelle de leurs adversaires.

M. Bourassa et ses collègues ont instauré un climat qui favorise le développement économique et ont apporté une stabilité attendue, au moins pendant les trois premières années de leur mandat. Ils ont réduit le déficit budgétaire et le besoin d'emprunter de l'État en même temps qu'ils ont diminué de façon appréciable les taxes des contribuables. Ils ont établi une paix productive avec le palier fédéral de gouvernement et élaboré avec lui un projet constitutionnel valable. Ils ont privatisé sans dogmatisme plusieurs sociétés et cherché à mieux contrôler, sans excès, les dépenses du bien-être social.

Avec Claude Ryan, Daniel Johnson, Yves Seguin, Gérard D. Levesque, Lise Bacon, John Ciaccia, Gil Rémillard et des figures nouvelles comme Gerald Tremblay et Sam Elkas, M. Bourassa présente une équipe qui inspire confiance.

En résumé, le Parti québécois n'a pas accompli, dans son rôle de parti d'opposition, un travail qui mériterait notre appui comme gouvernement de rechange. En plus, l'option fondamentale qu'il propose a déjà été rejetée par les Québécois il y a moins de dix ans. Cette option demeure pour nous inacceptable.

A trois reprises déjà, soit en 1970, en 1973 et en 1985, les Québécois ont confié le pouvoir à Robert Bourassa. En 1989, il mérite encore d'être réélu. Avec le soutien profond qu'au cours de ce prochain mandat, M. Bourassa exerce tout le leadership que la population attend de son Premier ministre.

Roger D. LANDRY
Président et éditeur

Les malheurs de la taxe de vente

Michael Wilson trouve peu de gens pour défendre sa taxe de vente sur les produits et services. Tout le monde a quelque chose à redire, de l'Alberta qui ne veut pas entendre parler d'une taxe de vente tout court, à ceux qui veulent un taux plus bas qui frapperait la presque totalité des biens et des services, y compris la nourriture.



Le comité des Finances des Communes, qui tient des audiences sur le document de travail du ministère des Finances, en a vu de toutes les couleurs. Les restaurateurs ont notamment fait planer la menace d'une augmentation de 15 pour cent des prix au menu à la suite de cette taxe de 9 pour cent. Ça, il faut le faire!

Le pire est que M. Wilson n'est pas enthousiaste face au projet qu'il a déposé, car il n'est qu'une version édulcorée de sa première intention. À mi-parcours, il a décidé que sa taxe fédérale aurait plus de chances d'être acceptée si elle ne touchait pas la nourriture.

Parce que cette concession l'amène à frapper beaucoup moins de produits, il a dû augmenter le taux de la taxe. Il a ainsi perdu le soutien des provinces et de ceux qui cherchent une taxe dont le taux est bas et qui est simple à gérer. Il n'a pas pour autant acquis le soutien de ceux qui étaient opposés à la taxe sur la nourriture. Ces adversaires irréductibles chercheront toujours une concession de plus. Ils n'ont toutefois pas d'idée constructive sur le remplacement de l'actuelle taxe fédérale de vente, une taxe pleine de trous et de défauts.

Il semble maintenant trop tard pour revenir à la taxe simple et efficace que le gouvernement avait en tête lorsqu'il s'est lancé dans la réforme fiscale. Incapable d'en diminuer le coût économique qui découle de sa complexité, il cherchera à en diminuer le coût pour le contribuable en abaissant un peu le taux.

Frédéric WAGNIÈRE

THE LAST MESSAGE. (AUX ANGLAIS!)



GIBED 23/9/89

DRÖITS RÉSERVÉS

Deux phénomènes troublants qui portent à réflexion

MARCEL ADAM

La campagne électorale qui arrive à son terme aura été la plus étrange de mémoire d'homme.

Une campagne où les partis auront été à la remorque des événements sociaux et où le processus électoral aura été délibérément court-circuité par les employés de l'État.

Je porterai aujourd'hui mon attention sur deux phénomènes particulièrement étonnants parmi les nombreux événements des dernières semaines: la faveur du public à l'endroit des grévistes des secteurs public et parapublic, et l'indifférence quasi générale à l'égard de l'enjeu fondamental de l'élection.

Après une couple de décennies de grèves légales et illégales dans les services publics, le seuil de tolérance de la population a descendu si bas, ces dernières années, qu'elle réclamait l'interdiction du droit de grève dans ce domaine. L'impatience du public était si manifeste que les gouvernements péquiste et libéral en ont tiré le courage d'adopter deux lois très répres-

sives destinées à réduire au minimum les inconvénients de l'exercice du droit de grève.

Or voici que les syndicats ont décidé de créer un précédent en déclenchant la grève en plein milieu de la campagne électorale, les uns dans la légalité mais avec une précipitation sauvage, les autres dans l'illégalité et là même où elle fut toujours la plus révoltante pour la population: les soins de santé et les services sociaux.

Comment a réagi la population? Fait sans précédent, la sympathie populaire va aux syndicats plutôt qu'au gouvernement, comme le confirment plusieurs sondages sérieux.

Celui de la maison CROP-La Presse-TVA, rendu public mercredi, révélait quelque chose d'encore plus troublant: ce sont les syndicats qui ont eu recours à la grève illégale qui jouissent de la plus forte prédilection du public. C'est ainsi que les infirmières et les autres travailleurs de la santé reçoivent respectivement l'appui de 55% et 46% de la population. Les autres grévistes qui ont respecté la loi ne suscitent pas la même sympathie: les gens sont partagés dans le cas des enseignants (42% pour, 41% contre); dans celui des fonctionnaires l'appui va au gouvernement (44%-34%).

S'il y avait une logique dans les comportements populaires,

la population aurait réagi avec un sentiment de révolte particulièrement vif contre la partie syndicale, et accordé spontanément un appui massif et sans équivoque au gouvernement. D'abord pour des raisons humanitaires. Ensuite parce qu'un peuple vraiment démocrate et respectueux de la règle de droit, ne peut tolérer le déclenchement d'un conflit de travail majeur en pleine campagne électorale pour tenter de faire chanter le gouvernement?

Or la population, plutôt que de se considérer doublement bafouée par ses serviteurs publics (sic), les considère au contraire comme s'ils avaient de la sorte mieux servi l'intérêt public que le gouvernement qu'elle a légitimement élu pour administrer selon les lois et veiller à les faire respecter.

On a coutume de dire que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent. C'est une façon de dire que ceux-ci sont généralement à l'image de ceux-là, puisqu'ils en sont une émanation de même que le reflet de leurs valeurs, de leurs qualités et de leurs défauts.

Dans cette optique on pourrait soutenir que nos syndicats sont aussi à notre image et à notre ressemblance. Le «cha-cun pour soi et au diable le reste», l'indifférence aux conséquences sociales de ses actes, le

mépris de l'autorité légitime et de la loi, tous ces travers reprochés aux syndicats sont-ils exclusifs à ces groupes d'intérêts? Ne sont-ils pas aussi des traits distinctifs de notre peuple?

On réclame encore de toutes parts une remise en question du régime de négociation dans le secteur public, et du droit de grève par la même occasion.

La réaction aberrante de la population dans le conflit actuel me porte à penser que la première priorité ce n'est peut-être pas de mettre les syndicats au pas mais de nous interroger sérieusement sur nous-mêmes, pour voir s'il n'y aurait pas lieu de commencer par inculquer aux jeunes quelques valeurs d'ordre civique et moral sans lesquelles il n'y a pas de société vraiment civilisée.

L'occultation de l'enjeu majeur de cette élection aura été un phénomène particulièrement significatif de la présente campagne électorale.

Pour la première fois depuis son écrasante défaite de 1970, le Parti québécois a fait ouvertement campagne sur son option dans sa dimension la plus radicale: la sécession pure et simple du Québec, selon les modalités étapistes décrites dans le programme et les discours de son chef.

En effet le PQ de Jacques Pa-

riseau demande le mandat de mettre en branle le processus de séparation du Québec du reste du Canada, et annonce qu'il se sentira autorisé à s'y mettre une fois élu.

Il faut rappeler que le PQ est la seule alternative gouvernementale au Parti libéral sortant. Ce qui signifie que s'il était élu, les Québécois auraient opté non seulement pour une autre manière d'administrer la chose publique, ils auraient droit par-dessus le marché à une rupture radicale du régime constitutionnel, avec les conséquences extrêmement problématiques que cela impliquerait pour le Québec aussi bien que pour le Canada.

L'imagine que dans toute autre société où les gens savent faire la différence entre le fondamental et le relativement important, cet enjeu — et peut-être rien d'autre — aurait occupé les débats publics et l'esprit des électeurs durant la campagne électorale.

Mais nous, qui ne faisons rien comme les autres — société distincte oblige — on a mis exclusivement l'accent sur l'important pour évacuer presque totalement la seule question qui était vraiment opportune. Tous les participants au rituel électoral se sont en effet comportés comme s'il s'agissait d'une élection ordinaire, avec deux partis de gouvernement ordinaires se

disputant le pouvoir dans une perspective de continuation du régime constitutionnel en place. Tous, sauf le PQ évidemment, qui n'a jamais négligé de rappeler aux électeurs que voter pour lui c'était choisir un gouvernement ayant mandat de faire l'indépendance du Québec.

Ignorer cet enjeu pour se contenter de jauger les politiques proposées par le PLQ et le PQ, comme si c'était surtout là-dessus que devait reposer lundi le choix des électeurs, était-ce filtrer les mouches et laisser passer le chameau.

Et le plus remarquable c'est que le Parti libéral s'est lui aussi ingénié, tout au long de la campagne, à induire les électeurs à croire qu'il s'agissait d'une élection comme les autres en ne faisant pas porter le débat sur cette question fondamentale.

Les spécialistes évoquent toutes sortes de raisons pour expliquer que cette campagne a pu se dérouler ainsi. Je ne nie pas la justesse de leurs analyses. Je dis qu'une campagne où est ignoré l'enjeu clé de l'élection est un jeu de dupes.

Tout étant possible en politique, les Québécois pourraient se retrouver engagés, sans l'avoir voulu, dans une voie que majoritairement ils refusent, parce qu'ils auront été distraits des implications réelles du scrutin, soit sa dimension référendaire.

Opinions

Les grands et les petits électeurs

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

Qui fait et défait les gouvernements au Québec?

En 1973, l'État québécois a fait aux syndicats du secteur public des concessions majeures, excessives à bien des égards. Le Parti libéral, au pouvoir à ce moment, a été réélu cette année-là avec une très forte majorité.



En 1976, l'État a voulu reprendre le terrain perdu. Le Parti libéral fit piètre figure aux élections suivantes.

En 1979, juste avant le référendum, l'offre de l'État a dépassé la demande des syndicats. En 1981 le Parti québécois fut reporté au pouvoir même s'il avait entretemps perdu le référendum.

Au cours du second mandat du Parti québécois, l'État ne fit pas seulement mine de reprendre le terrain perdu, il le reprit effectivement. Aux élections suivantes, le Parti québécois fut presque rayé de la carte électorale.

Pourquoi aller voter? Si les syndicats du secteur public sont satisfaits du gouvernement en place, l'expérience nous apprend qu'il sera réélu, et qu'il sera battu dans le cas contraire. Vos sous cet angle, les leaders syndicaux du Québec rappellent les grands électeurs, ces princes qui, pendant des siècles, ont choisi les empereurs du Saint Empire Romain Germanique.

Certains soutiennent que c'est le mode de négociation qui est la cause de tout le gâchis. C'est peut-être vrai, mais en ce sens qu'en acceptant à la fois le principe de la formule Rand et celui d'une table centrale, le gouvernement a commis une erreur dont les humiliations subséquentes de l'État sont la conséquence.

N'en concluons pas cependant qu'au moment du scrutin les leaders syndicaux ont autant d'in-

fluence sur leurs membres qu'au moment d'un vote de grève. S'ils font et défont les gouvernements, c'est d'abord parce qu'ils créent un désordre social tel que l'électeur moyen en acquiert la conviction que seul un nouveau parti pourra reprendre la situation en mains.

Cette analyse s'applique-t-elle aussi bien à l'ensemble de la province qu'à la région de Québec? Ce n'est pas évident, mais quoi qu'il en soit, l'enjeu fondamental n'est pas là. Que les partis politiques soient les marionnettes des syndicats, c'est inquiétant certes, mais le fait que l'État sorte amoindri de chaque conflit est bien davantage. Et peut-on sans mépris pour la démocratie se résigner à ce que les négociations dans le secteur public mobilisent toute l'attention pendant une campagne électorale?

La maturité politique d'un peuple se mesure à la distinction que les citoyens sont en mesure de faire entre l'État et les partis politiques. C'est l'État et non le parti politique au pouvoir qui a le monopole de la violence. (C'est ainsi que les politologues définissent l'État. Ce dernier prive les citoyens du recours à la violence et s'en réserve l'usage dans le respect des lois). C'est l'État qui est le dépositaire de la Constitution et des chartes, et non les partis politiques. C'est l'État qui assure les services de santé et l'éducation, non les partis politiques.

Dire que l'État sort amoindri des grands conflits dans le secteur public c'est donc constater un fait grave. D'abord il perd pendant un certain temps le monopole de la violence. A Montréal, au cours des derniers jours, des groupes d'individus non identifiés portant des pancartes CSN ont vidé plusieurs écoles dont les professeurs avaient voté contre la grève. Ils n'ont eu qu'à paraître et on leur a obéi. Par delà les directeurs d'école et les commissaires, et à travers eux, c'est l'État québécois qui était humilié.

Certains s'indignent — ils sont trop peu nombreux hélas! — de ce que, pendant les grèves, les soins essentiels ne sont dispensés ni dans les centres d'accueil, ni dans

les hôpitaux. En même temps que les malades, et à travers eux, c'est l'État alors qui est humilié et maltraité. Et si son caractère abstrait et froid le met à l'abri de la souffrance, il n'en demeure pas moins que chaque atteinte à son intégrité est lourde de souffrances futures pour les citoyens.

Pour faire contrepoids à tous ces abus de pouvoir, on fabrique à la hâte des lois spéciales. Le recours à un tel expédient de la part d'un État est déjà un aveu de faiblesse. Si on a besoin d'une loi spéciale pour empêcher les porteurs de pancartes de vider les écoles, c'est que l'État est déjà dangereusement ennemi.

Tout le monde sait d'autre part que les sanctions imposées par l'État en vertu d'une loi spéciale font par la suite l'objet d'une négociation entre le parti politique au pouvoir et les syndicats. Et voilà notre piteux État humilié à la deuxième puissance!

Que font, que disent les évêques, demandent certains? C'est l'État qui est en cause, non l'Église, cet État que nous avons modernisé à grands frais il y a moins de trente ans, précisément pour soustraire les citoyens à l'emprise de l'Église. Demandons plutôt: que font, que disent les sociologues et les politologues qui furent les grands artisans de la révolution tranquille? De quelle orientation politique qu'ils soient, ils devraient normalement s'entendre sur la nécessité d'un État respectable et respecté.

Dans les circonstances actuelles, la première condition à remplir pour guérir l'État de son anémie, c'est de veiller à ce que les sanctions prévues par les lois de l'État ne soient pas ridiculisées au cours d'une négociation entre les syndicats et un parti politique. La seconde condition c'est de faire preuve d'une sévérité adéquate à l'égard des porteurs de pancartes du genre de ceux que j'ai évoqués précédemment.

Je me demande cependant si dans ce cas on ne devrait pas se montrer encore plus sévère pour les autorités des écoles et des commissions scolaires. «On est venu vider l'école», dit un individu non identifié, qui ne montre même pas les dents en prononçant ces paro-

les. Et on obéit. Sous prétexte de ne pas jeter d'huile sur le feu.

Mais où donc est le feu? Les professeurs font leur travail, les élèves suivent paisiblement leurs cours. Le feu, ce sont les étranges pompiers non identifiés qui viennent le mettre.

Des remarques semblables s'imposent à propos des directeurs d'hôpitaux ou de centres d'accueil qui ne veulent pas collaborer avec le ministère de la Justice pour l'application des sanctions. Ils ont cependant des excuses, le gouvernement ayant souvent laissé tomber ceux d'entre eux qui, en des circonstances semblables, avaient assumé leurs responsabilités. On se souviendra de l'affaire de l'hôpital Saint-Ferdinand d'Halifax. Les directeurs d'institutions scolaires ont aussi des excuses.

La lâcheté, l'inconséquence, l'immaturité politique des élus apparaissent ainsi comme étant la cause première de tous les maux. Serions-nous incapables de vivre dans un État qui est responsable à la fois de la justice, de l'éducation et de la santé? Dans ces conditions, il ne nous reste plus qu'à privatiser la santé et l'éducation.

Dans les écoles, l'aspect le plus inquiétant de cette lâcheté en chaîne, c'est l'anti-école de choses qui s'est donnée aux enfants. L'État devrait garantir leur droit à l'école. Il abdique, par ses représentants, devant huit ou dix IVNI (Individus Volants Non Identifiés) qui ne prononcent même pas de paroles violentes.

Est-il sage de songer à l'indépendance dans de telles conditions? Ayant eu l'expérience du marchandage auquel la négociation précédant le référendum a donné lieu, le Parti québécois devrait se montrer particulièrement respectueux de l'État.

Et quand viendra le moment de s'attaquer résolument au problème de l'environnement, où prendra-t-on les ressources pour intervenir efficacement si les intérêts immédiats des syndicats du secteur public passent toujours avant les intérêts à long terme de la population en général et de son habitat? Qui négociera au nom des générations futures et de la nature?



Lysiane Gagnon

Quelle campagne!

À l'avant-dernier jour de cette campagne électorale, on a le sentiment que le Parti québécois en sortira plus fort qu'on ne l'avait prévu.

Pas assez, bien sûr, pour former le prochain gouvernement. Peut-être aussi ne pourra-t-il récolter, comme ce fut le cas en 1970 et en 1973, autant de comtés que le justifierait son pourcentage de vote populaire. Il se peut également que le PQ, beaucoup moins bien organisé sur le terrain que le Parti libéral, n'arrive pas à «faire sortir» son vote dans tous les comtés. Il se peut enfin que le Parti Égalité, qui serait, selon SORECOM, en tête chez les anglophones, s'effondre quelque peu le jour du scrutin, non seulement faute d'organisation, mais aussi parce que nombre d'électeurs anglophones refuseront en dernière analyse de s'isoler dans un tiers-parti sans avenir, et reviendront au bercail libéral: cela aura pour effet de garantir la réélection du candidat libéral là où les anglophones détiennent la balance du vote.

Mais chose certaine, ce parti qu'on avait cru, à certains moments, menacé d'effondrement, aura montré de surprenantes réserves d'énergie. Affaibli par ses crises intestines, déserté par nombre de partisans de l'époque Lévesque et doté d'une caisse infiniment moins bien remplie que celle du PLQ, le PQ a puisé à la source vive qui lui a toujours permis de traverser les déserts, celle de la ferveur militante, regénérée par le fait que le chef du parti, cette fois, a clairement fait la promotion de l'idéal indépendantiste.

Personne, évidemment, ne peut savoir quelle tournure aurait pris la campagne si le PQ n'avait été si bien servi par l'actualité, si le gouvernement sortant ne s'était si lamentablement embourbé dans l'histoire des BPC, puis dans le conflit du secteur public. Mais au terme de ces semaines agitées, le PQ se retrouve, selon CROP, premier chez les francophones de la région de Montréal. Le taux de satisfaction envers le gouvernement a baissé de 13 points en un mois, et nous en sommes au point où la moitié des électeurs interrogés par SORECOM souhaiterait un changement de gouvernement... Hélas! pour une raison ou pour une autre, l'opposition ne leur paraît pas une bonne solution de rechange, puisque les mêmes sondages laissent prévoir un gouvernement libéral majoritaire.

Le PQ aura donc été incapable de faire le plein des «insatisfaits». Si M. Parizeau reçoit le prix de «la meilleure campagne», il reste que près de deux fois plus d'électeurs l'estiment «moins compétent» que M. Bourassa «pour gouverner le Québec». Pour la première fois dans son histoire, le PQ a un chef qui est moins populaire que le parti (avec Lévesque et Johnson, c'était l'inverse)... et le parti lui-même semble moins populaire que son option souverainiste. La montée, dans l'opinion publique, de cette idée jugée relativement subversive il n'y a pas dix ans, constitue en effet l'une des «découvertes» de cette campagne.

Le fait que Parizeau soit moins populaire que son parti aurait justifié une campagne d'équipe. Mais la campagne du chef péquistes aura été une campagne solitaire, axée sur le «show personnel» du chef.

Sur chaque tribune où il est passé, Bourassa a mis ses candidats locaux en vedette. Parizeau, au contraire, occupait toute la scène. Dans les grands ralliements comme dans les assemblées de comté, rarement pensait-il à s'adresser directement aux militants, à souhaiter bonne chance à ses candidats et à leur faire partager les ovations qui, dans les bonnes salles, clôturaient ses discours. AA La Sarre, après une assemblée publique enthousiaste, il s'en allait en trombe vers la voiture qui l'attendait, oubliant de saluer François Gendron et Rémy Trudel, les deux candidats-vedettes de la région, qui ont dû courir après lui jusque sur le trottoir pour lui serrer la main! Idem devant les étudiants de l'Université de Montréal: les jeunes candidats du parti dans les comtés avoisinants, assis à ses côtés comme des pions, n'ont pas été mis en valeur une seule fois par leur chef, qui venait pourtant de lancer un appel à leur génération.

Tout cela aura laissé l'impression que la relève n'existe pas au PQ, bien qu'en réalité, le parti compte, à côtés de «vétérans» comme Pauline Marois, Louise Harel, Brassard ou Garon, de nouvelles candidatures intéressantes, entre autres celles de David Cliche, Michel Bourdon, François Beaulne, Rémy Trudel, Roger Simard, Laurent Denis, Jocelyne Gadois, Anna-Laura Javicoil, etc.

Sur le plan intellectuel, toutefois, la campagne de M. Parizeau aura été remarquable. Là où Lévesque, prudent et luyoyant, «cachait» l'objectif souverainiste comme un appendice encombrant, Parizeau le brandit comme un idéal positif. Plus directe, plus cartésienne, plus radicale aussi, son approche est cependant mieux adaptée au Québec d'aujourd'hui. Lévesque, toujours tiraillé par des sentiments contradictoires, misait sur l'humiliation et le ressentiment d'un peuple de «porteurs d'eau». Parizeau mise, avec une assurance imperturbable et toute la sérénité du monde, sur les réussites économiques, l'ambition et la confiance en soi de la «garde montante».

Le message indépendantiste de Parizeau n'aura toutefois guère atteint le grand public: la publicité du parti n'en a guère fait mention, et c'est essentiellement devant des auditoires partisans, gagnés d'avance, que Parizeau a développé ce thème-là. Par ailleurs, la dynamique de l'information a fait que la «nouvelle», celle qui passait en manchette ou au téléjournal, a presque toujours tourné autour d'événements d'actualité (BPC, plomb, grèves, etc.).

Par ailleurs, le PLQ occupant de plus en plus de terrain chez les nationalistes francophones, le PQ semble avoir perdu son monopole traditionnel sur le vote nationaliste, voire sur les électeurs souverainistes, dont une proportion surprenante (13 p.cent) entend voter libéral.

Si elle n'avait été si perturbée, la campagne libérale aurait suivi le modèle habituel à l'ère de la télévision. Mais très tôt, Bourassa allait se trouver submergé sous l'avalanche des crises conjoncturelles qu'un gouvernement mieux avisé aurait probablement pu éviter, ou du moins atténuer.

À vrai dire, il n'y a pas eu de campagne au sens classique du terme. Jamais n'y aura-t-il eu, entre les deux chefs, de face-à-face, sous forme de débat ou autrement. Il y a eu deux campagnes parallèles: celle, efficace au niveau national sinon dans les comtés, de Jacques Parizeau, et la «non-campagne» de Bourassa. Cette campagne ultra-planifiée, que les libéraux voulaient axer sur la continuité et la prospérité dans la tranquillité, cette campagne qu'ils avaient montée à coup d'argent sinon d'idées, aura été la plus imprévisible et la plus chaotique de l'histoire contemporaine.

Préparez vos mouchoirs

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

Plus que deux jours et ce sera fini. Finie cette campagne électorale pleine de rebondissements et d'inattendus. Finis les shows au laser et les tounes Club Med. Finies la boue dans les robinets et les claques en pleine face.



Finie le premier ministre qui se faufile entre les chaudrons de cuisine pour mieux prendre l'escampette. Finie le Bourassa déconcerté, demandant aux journalistes: «Mais vous ne me posez pas de question sur l'économie?» Finis les sondages en dents de scie. Finis les «votiez pour nous et on s'occupera de vous autres!» Finis aussi les gros sourires, les solides poignées de main et le triplotage de bébés.

Outre ces sparages et coups d'éclats, cette campagne électorale aura été mémorable aussi pour tous les silences qui l'ont ponctuée. Car nous n'aurons pas parlé d'immigration qui, bien plus que l'aluminium, est garant de l'avenir dans cette province. Nous n'aurons pas parlé des femmes et des questions qui les concernent, qu'il s'agisse d'avortement, de garderies ou de compensation pour les femmes au foyer. Les femmes, pourtant, constituent 52 p. cent de l'électorat. Nous aurons évoqué, par le biais des grèves dans le secteur public, l'équité salariale, mais sans plus. Et nous aurons levé, c'est vrai, notre chapeau aux infirmières. Mais il faut se demander si la victoire des infirmières n'est pas due à l'odeur de sainteté qui a rôlé cette profession tout autant qu'à la reconnaissance d'un traitement injuste. Après tout, y a-t-il quelque chose de plus féminin, de plus maternel, de plus reconfortant que l'image de ces femmes tout en blanc qui pensent nos bobos? L'appui aux infirmières découle très certainement de l'idée

que nous nous faisons des femmes dans la société. Les infirmières répondent parfaitement à cette idée de femmes «comme il faut»; par conséquent, elles ont une reconnaissance que la confectionneuse de jello, la sténo-dactylo, ou même, l'enseignante, elles, n'ont pas.

Nous n'aurons pas non plus parlé de pauvreté. Pourtant, plus d'un million de personnes vivent sous le seuil de pauvreté au Québec; un million pour qui la légendaire «stabilité économique» de M. Bourassa ne veut pas dire grand chose. Nous n'aurons même pas parlé sérieusement d'environnement au moment même où l'environnement s'est mis à crier au secours.

Mais, bon, nous avons l'habitude de des déclarations vagues et des «silences courageux», pour reprendre les mots de Brian Mulroney, lors des campagnes électorales. Ce n'est pas cette élection qui pouvait nous en apprendre sur l'art de ne rien dire. Il y a pourtant un profond malaise qui se dégage de cette campagne électorale, malaise qui est plus profond que celui d'avoir été laissé sur sa faim par les politiciens. Cette campagne ne laisse pas seulement songeur, elle agace.

En effet, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. Une espèce de profond décalage (plus profond que d'ordinaire) entre les résultats des sondages, par exemple, et ce que les gens ressentent vraiment. Prenons le dernier sondage CROP-La Presse, donnant 50 p. cent du vote au PLQ, 39 p. cent au PQ. Tout laisse croire, comme bien d'autres sondages et bien d'autres prophètes durant cette campagne, que le gouvernement Bourassa se dirige vers une confortable majorité. Tout laisse croire à un remake de 1985. Sauf que le taux de satisfaction envers le gouvernement n'a jamais été aussi bas, qu'on a rarement été si peu intéressé à une élection et que plus on est jeune, plus on est femme, plus on est

francophone, plus on est Montréalais, plus on n'a rien à foutre de cette élection.

Même Jeannette Lupien-Fournier, 70 ans, vieille libérale convaincue et adepte des élections par-dessus le marché, est dépitée. Elle trouve «les élections difficiles à vivre cette année», a-t-elle confié à La Presse cette semaine. Mais qu'est-ce qui se passe?

Il se passe que nous ne sommes plus en 85, même si rien n'a visiblement changé. (Ni l'économie, ni le tissu social, ni les clivages politiques. Il se passe que les grandes «blessures» qu'ont été le référendum, d'abord, la récession économique, ensuite, se sont refermées depuis quatre ans. Il se passe donc que nous trouvons un peu ennuyant, pour ne pas dire inquiétant, d'élire un épicier à la tête du pays, pour encore quatre ans. Il se passe que nous trouvons tout aussi ennuyant d'élire un banquier en complet trois pièces. Pas à cause du complet (qu'on lui a d'ailleurs en partie retiré), mais à cause des idées et des discours qui sentent le réchauffé. Bref, on ne sait plus tout à fait où donner de la tête et l'indécision est de rigueur.

En 85, un homme comme Bourassa qui ne jure que par l'économie et la logique était un cadeau du ciel pour le Québec. Un remède tout désigné pour un peuple magané par tant d'émotions. Quatre ans plus tard, par contre, le climat n'est plus le même. Nous sommes aujourd'hui dans une période de transition, partagés entre l'individualisme et le trip de «l'excellence» des années 80 et l'appel de valeurs plus fondamentales. Or, la question de l'heure n'est pas, comme le voudrait M. Bourassa: «Qui mène au Québec?» Mais bien: «Qui va redonner du sens au Québec?»

Pas le PLQ, c'est évident. Mais pas le PQ non plus. Bien que bon nombre s'apprentent à revoter PQ. Après une désaffection longue parfois de 10 ans, ils le feront, lundi prochain, par dépit davantage que par conviction. Certes, le PQ

bénéficie, de façon générale, d'une meilleure plateforme ainsi que de meilleurs candidats que le PLQ. Mais ça ne suffit pas. S'il y a plus de générosité ici que chez les libéraux, il n'y a pas de véritable vision. Il y a, bien sûr, la souveraineté. Mais bien loin d'équivaloir à un projet de société, la souveraineté ne promet, à l'heure actuelle, qu'un long processus bureaucratique. Le PLQ aurait beaucoup mieux fait de nous proposer quelque chose en lequel on peut croire tous ensemble maintenant, et laisser les velléités d'indépendance, déjà fort répandues, mijoter sur le rond arrière.

Et puis, il y a le problème de M. Parizeau. Peut-on s'imaginer voter pour M. Parizeau à l'aube de l'an 2000? Malgré toutes ses qualités, M. Parizeau est un anachronisme ambulatoire. De plus, il est difficile de ne pas confondre M. Parizeau avec M. Bourassa, tant les deux n'ont de tête que pour la logique et d'yeux que pour l'économie.

Malgré la victoire quasi inévitable du Parti libéral, il est évident que le visage politique du Québec n'est pas limpide à l'heure actuelle. Même chez les anglophones, les seuls à avoir affiché des couleurs bien précises lors de cette campagne, ce n'est pas si simple. À l'instar des francophones, beaucoup d'anglophones ne savent pas pour qui voter et, n'étant-ce de ce devoir démocratique qui nous interpellent tous, on s'en passerait volontiers. Bref, si on ne sait pas encore ce que ça va donner, lundi, on sait qu'on est un maudit paquet à se rendre aux urnes à reculons, forcés de se rabattre sur un candidat ou un autre, à défaut d'un parti.

Conclusion: le système de suffrage proportionnel ne nous aura jamais tant fait défaut qu'en cette élection 89, monopolisée par deux partis qui n'ont su ni l'un ni l'autre prendre le pouls du pays et qui, fondamentalement, nous ennuyent.

Alors, préparez vos mouchoirs. Quoi de plus triste que d'élire un gouvernement qui d'emblée nous emmerde.

ELECTIONS 89: DERNIER REGARD SUR LA CAMPAGNE

Chez les péquistes, une lueur d'espoir a surgi au fond de l'oeil



MARIO FONTAINE

Pauline Marois a le sourire fendu jusqu'aux oreilles. Bien sûr, le Parti québécois tire encore de l'arrière par rapport aux libéraux, admet sa vice-présidente, mais on a maintenant la possibilité de l'emporter.

Elle-même n'en revient pas. Au déclenchement des élections, on ne pensait pouvoir faire élire qu'une trentaine de députés, avoue-t-elle. Depuis, l'actualité n'arrête pas de faire déraiper Robert Bourassa pendant que la performance de Jacques Parizeau surprend tout le monde. L'écart s'amenuisant, elle croit la victoire possible.

Vétue de couleurs vives, visiblement en forme au terme de six semaines frénétiques, Mme Marois aligne chiffres et stratégies dans son local d'élections, à Longueuil. La plus grosse surprise de la campagne, à ses yeux, c'est cette rapide remontée du PQ dans la faveur populaire.

«L'idée de départ, c'était de projeter une image de force, de cohésion, de façon à faire ressortir les hésitations de Robert Bourassa, explique Mme Marois. Sa faiblesse nous a aidés. Les libéraux eux-mêmes nous ont aidés: ils ont commencé leur campagne très lentement, certains que ce serait tranquille. Ils se disaient que les gens étaient satisfaits, qu'il ne fallait pas bouger.»

Le match
Première manche. Parizeau part en lion. La plate-forme a été peaufinée dans le courant de l'été. Les attitudes, le thème, la stratégie sont améliorés ou carrément abandonnés. Ce fut le cas pour le premier slogan retenu. On a revampé le chef, l'habillant de couleurs claires. Et on lui a soufflé à l'oreille quelques phrases populistes du genre «syndrome de Gallarraga».

Il s'agissait, d'entrée de jeu, d'attaquer le gouvernement et de compléter la brochette de candidats. Car des dizaines de comités n'avaient pas encore choisi le leur au moment de la dissolution de l'Assemblée. Le deuxième bloc devait survenir à la Fête du travail. Le PQ n'a jamais eu le temps de l'entamer. Les BPC et les grèves venaient prendre le relais et téléscoper les beaux plans de campagne.

Mme Marois ne regrette pas le contre-temps: «Le Parti libéral a voulu une campagne stable, elle dégringole depuis le début. Leur chef n'avait pas prévu cette série de catastrophes, et conformément à son habitude il a laissé trainer les choses. Quand ce n'était pas les événements qui tournaient à notre avantage, c'était l'affaire Cosgrove, les querelles aux assemblées de mise en candidature dans l'Ouest de Montréal, les convois de BPC, les débrayages. Tout ça a donné une impression de désarroi du côté du gouvernement. Tout s'est déglissé au PLQ, et ils ne peuvent s'en prendre qu'à leur propre turpitude.»

Pendant que leurs adversaires tentaient d'éteindre les feux tout en faisant campagne, les péquistes devaient eux aussi s'ajuster. Entre deux activités dans le comté de Taillon où elle se présente et une apparition «nationale», Mme Marois et ses collègues décident d'opter pour la prudence. Par exemple on ne blâmera pas directement les syndicats du secteur public, pour mieux demander des comptes à l'administration libérale.

Quelques déceptions...
Si Mme Marois se félicite des effets sur les troupes adverses de cette campagne en bonne

partie dictée par des événements extérieurs, elle déplore en revanche ce d'importantes questions aient à peine été abordées. La langue, par exemple, toujours dans la colonne des «plus» dans la comptabilité péquiste. Les dossiers de la recherche et développement et de la formation professionnelle, aussi, rapidement relégués à l'arrière-scène.

Ce qui chicote toutefois le plus la vice-présidente du Parti québécois, c'est le débat des chefs. Le PQ en voulait un, les libéraux ont exigé qu'il ait lieu le 31 août. C'était ça ou rien. Ce fut rien. «On ne voulait pas faire un show pour le show, un débat juste pour planter Bourassa. On souhaitait dépasser le stade de la critique du gouvernement pour défendre nos propres positions. Ce débat représentait un pan important de notre stratégie. M. Parizeau passant beaucoup mieux au petit écran. Mais ça n'a pas fonctionné. Peut-être, en définitive, qu'on aurait dû accepter le 31 août. Et puis je ne sais pas. M. Bourassa avait choisi de faire un débat en plein été pour mieux se défilier. Si on avait dit oui il aurait trouvé un autre prétexte. L'estime qu'il s'en est sorti à très bon compte.»

À défaut d'un débat, on y est donc allé avec de grands rassemblements. Un à Québec cette semaine, l'autre à l'Aréna. Maurice-Richard début septembre, où de 6 à 9 000 militants selon les estimations ont fait un triomphe à M. Parizeau.

Ces rassemblements n'étaient pas prévus

dans le plan de campagne. On ne les y trouvait qu'à titre d'hypothèses, advenant une mobilisation tangible des troupes. Quand elle y repense, celle qui tente de l'emporter dans l'ancien comté de René Lévesque se demande s'il n'aurait pas été préférable de jouer cette carte avec encore plus de détermination. Réunir 15, 20 000 personnes. En fait on y a songé. Pour y renoncer bien vite, devant l'impossibilité de louer le Forum ou un autre endroit capable d'accueillir tout ce monde.

...et une demi-erreur
Elle-même ex-candidate au leadership, pour succéder à René Lévesque, Mme Marois se dit enchantée de la performance de Jacques Parizeau depuis le début des hostilités. Le poster de Monsieur est épinglé derrière son bureau, voisinant du drapeau du Québec. Parti sur les chapeaux de roues, il a abattu énormément de travail, bien servi par sa capacité pédagogique d'expliquer les choses, estime l'ancienne ministre.

Elle paraît mal à l'aise, toutefois, lorsqu'on l'interroge sur les excès de M. Parizeau aux employés du secteur public pour les coupures de 1982. Une auto-flagellation qui n'était pas une initiative personnelle, semble-t-il, mais la réponse aux vœux de militants et de candidats.

«C'est vrai que ça avait l'air racoleur. Mais ce n'était pas sa décision uniquement. Peut-être qu'il n'aurait pas dû le faire, mais en

même temps, faute avouée est à moitié pardonnée», plaide Mme Marois, consciente que cette amende honorable a plutôt mal paru. «Il a eu l'air un peu fou», devait par exemple commenter le président de la FTQ Louis La-Berge lequel, pourtant, appuie le PQ dans cette campagne électorale.

Une campagne propre
Les panneaux de nombreux candidats libéraux ont été barbouillés durant la campagne; ce vandalisme a moins touché les affiches péquistes. Quelques déclarations malheureuses ont défrayé les manchettes. Dans l'ensemble, le numéro deux péquiste se félicite toutefois de la bonne tenue générale des protagonistes.

Une campagne propre, où rien de grossier ne s'est produit, estime Mme Marois. Pas de camions de la Brink's pour visualiser l'exode des capitaux, pas de chasses aux sorcières sur les pensions de vieillesse.

Une joute électorale qui, d'après elle, permettra à plusieurs femmes d'envergure de se faire élire. À l'instar des organismes concernés, elle constate toutefois que la question féminine a été escamotée.

«Plus que cinq minutes avant votre rendez-vous Mme Marois», entend-on à travers la porte.

Une autre journée commence, ponctuée de multiples rencontres. Comme les sondages montent, ne souhaiterait-elle pas prolonger la campagne électorale de quinze jours? «Pitié!» implore la candidate.

Après de nombreux rassemblements, la présentation du candidat de l'estimé, William Cosgrove, notamment, dès le début septembre, la campagne l'a à peu adopter son rythme de croisière, constate M. Bertrand. Le règlement temporaire du problème des BPC de Saint-Basile, envoya catastrophe à Manic 2, et la position (je du gouvernement) de l'endroit des synds du secteur public auront été les deux points de la campagne, selon l'organisateur.

Au Parti québécois, on ne avait suivi à la lettre la plume de la canne. D'entrée de

des organisateurs de la campagne de Jacques Parizeau. «On voulait montrer que le gouvernement n'arrivait pas à prendre des décisions, d'ailleurs, durant l'entrevue, elle ne s'en prendra aux médias qu'elle aurait pu être tentée de tenir responsables de ce «détournement» de campagne. «C'est tout à fait normal que, même en campagne électorale, on parle de ce qui préoccupe les gens. Et les BPC, comme les grèves dans le domaine de la santé ou de l'éducation, ça touche directement beaucoup de monde. Le trouve dommage, tout simplement, que ça ait tourné comme ça.»

Et si on avait simplement laissé les BPC à Saint-Basile, le temps de trouver une solution définitive? «C'est facile de dire ça après coup. On était engagés dans une promesse de vider Saint-Basile et on ne pouvait pas prévoir que l'Alberta les refuserait. Ni que Greenpeace profiterait de la campagne électorale au Qué-

qu'à ressortir le slogan du défunt Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) — «On est capable!» — comme point d'orgue à ses envolées.

Pendant ce temps toutefois, son équipe est restée dans l'ombre, ce que n'a pas manqué de souligner M. Bourassa. Selon le chef libéral, seuls les talents de comédien de son adversaire ont pu donner de la crédibilité à une campagne dont l'organisation a été chancelante.

Dans le dernier droit, toutefois, en tenant à bout de bras la question brûlante des négociations, le chef libéral a paru reprendre le contrôle d'une campagne, passée jusque là à rattraper les mauvaises surprises du précédent bulletin de nouvelles.

L'une des révélations de la campagne aura été la performance personnelle de M. Parizeau, mise en doute par beaucoup d'observateurs avant le déclenchement de la course. Au terme de sa tournée, même s'il est encore moins populaire que son adversaire, M. Parizeau a fait la meilleure campagne, indiquent les différents sondages.

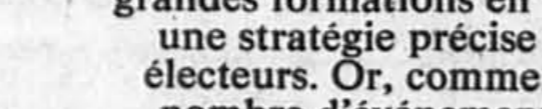
Styles différents
Hommes forts différents, les deux chefs auront insufflé une allure diamétralement opposée à leur tournée.

Chez les libéraux, dans la plupart des cas, c'est la machine du PLQ, bien huilée et précisée comme une horloge, qui était en vedette. Encerclé par ses candidats régionaux, dans des discours brefs ou souvent foisonnant les statistiques, le chef libéral y allait d'attaques aux effets mesurés à l'endroit de son rival.

Rappelant le redressement des finances publiques, la croissance économique et les risques inhérents à «l'aventure péquiste», M. Bourassa a, partout, martelé un message rationnel. Souvent, son ton monocorde aurait pu laisser de glace les auditeurs, toujours nombreux, sans l'efficacité de l'organisation à «réchauffer» les salles.

À l'inverse, le chef péquiste a conservé l'instinct inné du spectacle, sa marque de commerce des soirs de budget du régime péquiste. Loin du discours pragmatique de son adversaire, il a mis sur la passion, allant jus-

Pour les libéraux, une campagne «décevante, frustrante» même



PIERRE GRAVEL

«Une campagne étrange et décevante. Frustrante!» La ministre Lise Bacon ne manque pas de réflexes. Ni, habituellement, de vocabulaire. À preuve, en voyant s'activer le photographe, elle fait prestement disparaître la bouteille d'eau minérale dont elle vient de servir qui boit de l'eau en bouteille, ça peut avoir l'air drôle...»

Mais quand il s'agit pour elle de qualifier la campagne électorale qui s'achève, elle paraît hésiter durant une fraction de seconde. Comme il elle cherchait ses mots. Ou plutôt non. Comme s'il s'agissait de bousculer, trop nombreux.

«C'est évident qu'on ne peut pas tolérer de grèves illégales. Pour le reste, il faudrait revoir tout ça à tête reposée. Il me paraît évident que nous avons besoin de connaître "le temps d'un paix" pour trouver ensemble des façons d'éviter que de telles situations se reproduisent. Ce qui m'apparaît évident, c'est que, dans le domaine de la santé, il ne devrait pas être question de services essentiels. Tout y est essentiel, depuis la buanderie jusqu'aux soins en passant par les cuisines. Mais on reverra tout ça en temps et lieu...»

Ces anglos «récalcitrants»
Le ressentiment de l'électorat anglophone à l'endroit du Parti libéral n'a pas non plus aidé la cause d'un débat politique serein, reconnaît Lise Bacon. «Ce que je trouve dommage, c'est que certains anglophones, les plus récalcitrants, se regroupent dans un parti qui n'a qu'un seul dossier: la question linguistique.»

«Quand on a l'occasion de leur parler calmement, on parvient à leur faire comprendre qu'il y a autre chose. Mais, malheureusement, plusieurs ignorent même qu'on leur a donné des services en anglais avec la loi 142.»

Même William Cosgrove, le candidat libéral dans Westmount, semblait l'ignorer au début de la campagne. «Je vous laisse en parler. Moi, je ne dirai rien la-dessus», laisse-t-elle tomber, manifestement mal à l'aise. Elle ira pourtant jusqu'à préciser qu'elle le connaît depuis longtemps et qu'il «sera un député extraordinaire».

Elle admettra également, comme unique bavure selon elle, de la campagne qui se termine, qu'on aurait pu le briefer un peu mieux avant de le livrer à la meute des journalistes.

■ congé de maternité et congé parental:
PLQ: \$ 120 de plus pour les deux premières semaines et congé parental prolongé de 25 semaines par rapport aux 10 semaines déjà promises par Ottawa. Ce congé additionnel serait payé au taux de l'assurance chômage pour les parents d'un troisième enfant.

■ garderies:
60 000 nouvelles places en cinq ans et hausse des subventions.

■ PLQ: 60 000 places en sept ans. Les deux partis promettent également de développer la garde en milieu de travail et en milieu scolaire, ainsi que le soir, les week-ends et l'été.

■ Le PQ propose en outre de hausser immédiatement les allocations familiales à \$ 100 pour le premier enfant, \$ 150 pour le deuxième et \$ 200 pour le troisième. Son objectif est de les porter à \$ 100, \$ 200 et \$ 300 selon le rang de l'enfant. Rappelons que l'immaturation signifie lorsque les sommes dépensées par Ottawa dans ce secteur auront été rapatriées par Québec. La même condition vaut pour l'amélioration du congé de maternité.

■ L'immigration
En matière d'immigration, les deux partis proposent d'augmenter les ressources à la francisation des nouveaux venus. Le PLQ propose en outre d'intensifier les efforts de francisation avant même l'arrivée des immigrants au Québec, alors que le PQ promet \$ 4 millions de plus aux écoles à forte concentration multi-ethnique.

Les propositions des deux partis diffèrent toutefois sensiblement quand il est question d'augmenter l'immigration francophone et d'inciter les immigrants à s'établir à l'extérieur de Montréal, dans des régions où ils s'intégreront tout naturellement à la majorité francophone. On sait que les seuls cours de français ne suffisent pas à faire des nouveaux Québécois des francophones, surtout que 90 p. cent d'entre eux s'établissent à Montréal où habitent moins de 20 p. cent des francophones.

Les deux partis proposent d'augmenter l'immigration francophone. Le PQ s'engage à doubler à 30 le nombre de points accordés dans la grille de sélection aux candidats parlant français et à donner priorité à l'étude de leurs dossiers. Le PLQ parle de réviser la grille de sélection et son application - sans toutefois dire comment - et propose d'augmenter le personnel dans ses bureaux à l'étranger.

Ces mesures auront peu d'effets, car aucune des deux formations ne semble prête à enlever au critère de l'employabilité son caractère déterminant. Or il ne sert pas à grand chose de donner 15 ou 50 points de plus aux francophones si l'employabilité reste une condition sine qua non à l'immigration.

Quant à la régionalisation (ou «démontrealisation») de l'immigration, le moyen choisi par le PLQ ressemble à un vœu pieux. Il s'agit de «la mise en place de mesures d'intervention qui permettront aux immigrants de participer au développement régional du Québec de concert avec les municipalités et les organismes de développement régional».

Le PQ se montre plus concret en proposant d'accorder sept points de plus à l'immigrant qui occupera un emploi à l'extérieur de Montréal.

Les deux partis promettent en outre d'embaucher plus d'immigrants dans la fonction publique, ce qui est un excellent moyen d'intégration qu'on a trop peu utilisé jusqu'à maintenant.



PAULINE MAROIS



LISE BACON



DENIS LESSARD

«Liverpool n'acceptera pas les BPC!» L'avertissement venait d'un journaliste, encore accrochée à son téléphone cellulaire, au beau milieu de la conférence de presse où le premier ministre Bourassa venait de déclencher les élections. Le ton était donné aux 47 jours qui allaient suivre.

Plus que les thèmes, au-delà des promesses des partis et de leurs candidats, les rebondissements de l'actualité ont donné le rythme de la course entreprise par Robert Bourassa et Jacques Parizeau.

Tous deux politiciens d'expérience — c'est leur seul point commun en plus de l'économie —, ils ont dû rivaliser d'adresse: l'un pour minimiser les dégâts pendant que les tuites, en cascade, s'abattaient sur le gouvernement; l'autre pour saisir ces perches insperées, pour amener son message jusqu'à la une des journaux.

Un seul moment de la campagne servira d'exemple. Avec un tremolo de circonstance, M. Parizeau se dit atterré par les niveaux de contamination au plomb d'une douzaine d'enfants. Au même moment, M. Bourassa, soutenant qu'il ne connaît pas ces détails, refuse de commenter et évite du même coup de donner prise à un reportage défavorable.

«Ce sont les médias qui ont fait la campagne. C'est bien évident que l'actualité a pris le dessus», reconnaît, au fil d'arrivée, le responsable de la campagne libérale, Mario Bertrand.

Bousculés par les mauvaises nouvelles — les BPC, le plomb de Saint-Jean-sur-Richelieu et les débrayages du secteur public —, les libéraux n'auront même pas eu le temps de dévoiler tous leurs engagements. «Les enjeux de l'avenir sont encore dans une boîte», ironise M. Bertrand. Dans le dernier droit, les promesses étaient annoncées en fin de soirée, tant on était conscient au PLQ qu'elles auraient peu d'impact.

Après de nombreux rassemblements, la présentation du candidat de l'estimé, William Cosgrove, notamment, dès le début septembre, la campagne l'a à peu adopter son rythme de croisière, constate M. Bertrand. Le règlement temporaire du problème des BPC de Saint-Basile, envoya catastrophe à Manic 2, et la position (je du gouvernement) de l'endroit des synds du secteur public auront été les deux points de la campagne, selon l'organisateur.

Au Parti québécois, on ne avait suivi à la lettre la plume de la canne. D'entrée de

des organisateurs de la campagne de Jacques Parizeau. «On voulait montrer que le gouvernement n'arrivait pas à prendre des décisions, d'ailleurs, durant l'entrevue, elle ne s'en prendra aux médias qu'elle aurait pu être tentée de tenir responsables de ce «détournement» de campagne. «C'est tout à fait normal que, même en campagne électorale, on parle de ce qui préoccupe les gens. Et les BPC, comme les grèves dans le domaine de la santé ou de l'éducation, ça touche directement beaucoup de monde. Le trouve dommage, tout simplement, que ça ait tourné comme ça.»

Et si on avait simplement laissé les BPC à Saint-Basile, le temps de trouver une solution définitive? «C'est facile de dire ça après coup. On était engagés dans une promesse de vider Saint-Basile et on ne pouvait pas prévoir que l'Alberta les refuserait. Ni que Greenpeace profiterait de la campagne électorale au Qué-

qu'à ressortir le slogan du défunt Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) — «On est capable!» — comme point d'orgue à ses envolées.

Pendant ce temps toutefois, son équipe est restée dans l'ombre, ce que n'a pas manqué de souligner M. Bourassa. Selon le chef libéral, seuls les talents de comédien de son adversaire ont pu donner de la crédibilité à une campagne dont l'organisation a été chancelante.

Dans le dernier droit, toutefois, en tenant à bout de bras la question brûlante des négociations, le chef libéral a paru reprendre le contrôle d'une campagne, passée jusque là à rattraper les mauvaises surprises du précédent bulletin de nouvelles.

L'une des révélations de la campagne aura été la performance personnelle de M. Parizeau, mise en doute par beaucoup d'observateurs avant le déclenchement de la course. Au terme de sa tournée, même s'il est encore moins populaire que son adversaire, M. Parizeau a fait la meilleure campagne, indiquent les différents sondages.

Styles différents
Hommes forts différents, les deux chefs auront insufflé une allure diamétralement opposée à leur tournée.

Chez les libéraux, dans la plupart des cas, c'est la machine du PLQ, bien huilée et précisée comme une horloge, qui était en vedette. Encerclé par ses candidats régionaux, dans des discours brefs ou souvent foisonnant les statistiques, le chef libéral y allait d'attaques aux effets mesurés à l'endroit de son rival.

Après de nombreux rassemblements, la présentation du candidat de l'estimé, William Cosgrove, notamment, dès le début septembre, la campagne l'a à peu adopter son rythme de croisière, constate M. Bertrand. Le règlement temporaire du problème des BPC de Saint-Basile, envoya catastrophe à Manic 2, et la position (je du gouvernement) de l'endroit des synds du secteur public auront été les deux points de la campagne, selon l'organisateur.

Au Parti québécois, on ne avait suivi à la lettre la plume de la canne. D'entrée de

des organisateurs de la campagne de Jacques Parizeau. «On voulait montrer que le gouvernement n'arrivait pas à prendre des décisions, d'ailleurs, durant l'entrevue, elle ne s'en prendra aux médias qu'elle aurait pu être tentée de tenir responsables de ce «détournement» de campagne. «C'est tout à fait normal que, même en campagne électorale, on parle de ce qui préoccupe les gens. Et les BPC, comme les grèves dans le domaine de la santé ou de l'éducation, ça touche directement beaucoup de monde. Le trouve dommage, tout simplement, que ça ait tourné comme ça.»

Et si on avait simplement laissé les BPC à Saint-Basile, le temps de trouver une solution définitive? «C'est facile de dire ça après coup. On était engagés dans une promesse de vider Saint-Basile et on ne pouvait pas prévoir que l'Alberta les refuserait. Ni que Greenpeace profiterait de la campagne électorale au Qué-

qu'à ressortir le slogan du défunt Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) — «On est capable!» — comme point d'orgue à ses envolées.

Pendant ce temps toutefois, son équipe est restée dans l'ombre, ce que n'a pas manqué de souligner M. Bourassa. Selon le chef libéral, seuls les talents de comédien de son adversaire ont pu donner de la crédibilité à une campagne dont l'organisation a été chancelante.

Dans le dernier droit, toutefois, en tenant à bout de bras la question brûlante des négociations, le chef libéral a paru reprendre le contrôle d'une campagne, passée jusque là à rattraper les mauvaises surprises du précédent bulletin de nouvelles.

L'une des révélations de la campagne aura été la performance personnelle de M. Parizeau, mise en doute par beaucoup d'observateurs avant le déclenchement de la course. Au terme de sa tournée, même s'il est encore moins populaire que son adversaire, M. Parizeau a fait la meilleure campagne, indiquent les différents sondages.

Styles différents
Hommes forts différents, les deux chefs auront insufflé une allure diamétralement opposée à leur tournée.

Chez les libéraux, dans la plupart des cas, c'est la machine du PLQ, bien huilée et précisée comme une horloge, qui était en vedette. Encerclé par ses candidats régionaux, dans des discours brefs ou souvent foisonnant les statistiques, le chef libéral y allait d'attaques aux effets mesurés à l'endroit de son rival.

Après de nombreux rassemblements, la présentation du candidat de l'estimé, William Cosgrove, notamment, dès le début septembre, la campagne l'a à peu adopter son rythme de croisière, constate M. Bertrand. Le règlement temporaire du problème des BPC de Saint-Basile, envoya catastrophe à Manic 2, et la position (je du gouvernement) de l'endroit des synds du secteur public auront été les deux points de la campagne, selon l'organisateur.

Au Parti québécois, on ne avait suivi à la lettre la plume de la canne. D'entrée de

des organisateurs de la campagne de Jacques Parizeau. «On voulait montrer que le gouvernement n'arrivait pas à prendre des décisions, d'ailleurs, durant l'entrevue, elle ne s'en prendra aux médias qu'elle aurait pu être tentée de tenir responsables de ce «détournement» de campagne. «C'est tout à fait normal que, même en campagne électorale, on parle de ce qui préoccupe les gens. Et les BPC, comme les grèves dans le domaine de la santé ou de l'éducation, ça touche directement beaucoup de monde. Le trouve dommage, tout simplement, que ça ait tourné comme ça.»

Et si on avait simplement laissé les BPC à Saint-Basile, le temps de trouver une solution définitive? «C'est facile de dire ça après coup. On était engagés dans une promesse de vider Saint-Basile et on ne pouvait pas prévoir que l'Alberta les refuserait. Ni que Greenpeace profiterait de la campagne électorale au Qué-

qu'à ressortir le slogan du défunt Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) — «On est capable!» — comme point d'orgue à ses envolées.

Pendant ce temps toutefois, son équipe est restée dans l'ombre, ce que n'a pas manqué de souligner M. Bourassa. Selon le chef libéral, seuls les talents de comédien de son adversaire ont pu donner de la crédibilité à une campagne dont l'organisation a été chancelante.

Dans le dernier droit, toutefois, en tenant à bout de bras la question brûlante des négociations, le chef libéral a paru reprendre le contrôle d'une campagne, passée jusque là à rattraper les mauvaises surprises du précédent bulletin de nouvelles.

L'une des révélations de la campagne aura été la performance personnelle de M. Parizeau, mise en doute par beaucoup d'observateurs avant le déclenchement de la course. Au terme de sa tournée, même s'il est encore moins populaire que son adversaire, M. Parizeau a fait la meilleure campagne, indiquent les différents sondages.

Styles différents
Hommes forts différents, les deux chefs auront insufflé une allure diamétralement opposée à leur tournée.

Chez les libéraux, dans la plupart des cas, c'est la machine du PLQ, bien huilée et précisée comme une horloge, qui était en vedette. Encerclé par ses candidats régionaux, dans des discours brefs ou souvent foisonnant les statistiques, le chef libéral y allait d'attaques aux effets mesurés à l'endroit de son rival.

Après de nombreux rassemblements, la présentation du candidat de l'estimé, William Cosgrove, notamment, dès le début septembre, la campagne l'a à peu adopter son rythme de croisière, constate M. Bertrand. Le règlement temporaire du problème des BPC de Saint-Basile, envoya catastrophe à Manic 2, et la position (je du gouvernement) de l'endroit des synds du secteur public auront été les deux points de la campagne, selon l'organisateur.

Au Parti québécois, on ne avait suivi à la lettre la plume de la canne. D'entrée de

des organisateurs de la campagne de Jacques Parizeau. «On voulait montrer que le gouvernement n'arrivait pas à prendre des décisions, d'ailleurs, durant l'entrevue, elle ne s'en prendra aux médias qu'elle aurait pu être tentée de tenir responsables de ce «détournement» de campagne. «C'est tout à fait normal que, même en campagne électorale, on parle de ce qui préoccupe les gens. Et les BPC, comme les grèves dans le domaine de la santé ou de l'éducation, ça touche directement beaucoup de monde. Le trouve dommage, tout simplement, que ça ait tourné comme ça.»

Et si on avait simplement laissé les BPC à Saint-Basile, le temps de trouver une solution définitive? «C'est facile de dire ça après coup. On était engagés dans une promesse de vider Saint-Basile et on ne pouvait pas prévoir que l'Alberta les refuserait. Ni que Greenpeace profiterait de la campagne électorale au Qué-

qu'à ressortir le slogan du défunt Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) — «On est capable!» — comme point d'orgue à ses envolées.

Pendant ce temps toutefois, son équipe est restée dans l'ombre, ce que n'a pas manqué de souligner M. Bourassa. Selon le chef libéral, seuls les talents de comédien de son adversaire ont pu donner de la crédibilité à une campagne dont l'organisation a été chancelante.

Dans le dernier droit, toutefois, en tenant à bout de bras la question brûlante des négociations, le chef libéral a paru reprendre le contrôle d'une campagne, passée jusque là à rattraper les mauvaises surprises du précédent bulletin de nouvelles.

L'une des révélations de la campagne aura été la performance personnelle de M. Parizeau, mise en doute par beaucoup d'observateurs avant le déclenchement de la course. Au terme de sa tournée, même s'il est encore moins populaire que son adversaire, M. Parizeau a fait la meilleure campagne, indiquent les différents sondages.

Styles différents
Hommes forts différents, les deux chefs auront insufflé une allure diamétralement opposée à leur tournée.

Chez les libéraux, dans la plupart des cas, c'est la machine du PLQ, bien huilée et précisée comme une horloge, qui était en vedette. Encerclé par ses candidats régionaux, dans des discours brefs ou souvent foisonnant les statistiques, le chef libéral y allait d'attaques aux effets mesurés à l'endroit de son rival.

Après de nombreux rassemblements, la présentation du candidat de l'estimé, William Cosgrove, notamment, dès le début septembre, la campagne l'a à peu adopter son rythme de croisière, constate M. Bertrand. Le règlement temporaire du problème des BPC de Saint-Basile, envoya catastrophe à Manic 2, et la position (je du gouvernement) de l'endroit des synds du secteur public auront été les deux points de la campagne, selon l'organisateur.

Au Parti québécois, on ne avait suivi à la lettre la plume de la canne. D'entrée de

des organisateurs de la campagne de Jacques Parizeau. «On voulait montrer que le gouvernement n'arrivait pas à prendre des décisions, d'ailleurs, durant l'entrevue, elle ne s'en prendra aux médias qu'elle aurait pu être tentée de tenir responsables de ce «détournement» de campagne. «C'est tout à fait normal que, même en campagne électorale, on parle de ce qui préoccupe les gens. Et les BPC, comme les grèves dans le domaine de la santé ou de l'éducation, ça touche directement beaucoup de monde. Le trouve dommage, tout simplement, que ça ait tourné comme ça.»

Et si on avait simplement laissé les BPC à Saint-Basile, le temps de trouver une solution définitive? «C'est facile de dire ça après coup. On était engagés dans une promesse de vider Saint-Basile et on ne pouvait pas prévoir que l'Alberta les refuserait. Ni que Greenpeace profiterait de la campagne électorale au Qué-

qu'à ressortir le slogan du défunt Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) — «On est capable!» — comme point d'orgue à ses envolées.

Pendant ce temps toutefois, son équipe est restée dans l'ombre, ce que n'a pas manqué de souligner M. Bourassa. Selon le chef libéral, seuls les talents de comédien de son adversaire ont pu donner de la crédibilité à une campagne dont l'organisation a été chancelante.

Dans le dernier droit, toutefois, en tenant à bout de bras la question brûlante des négociations, le chef libéral a paru reprendre le contrôle d'une campagne, passée jusque là à rattraper les mauvaises surprises du précédent bulletin de nouvelles.

L'une des révélations de la campagne aura été la performance personnelle de M. Parizeau, mise en doute par beaucoup d'observateurs avant le déclenchement de la course. Au terme de sa tournée, même s'il est encore moins populaire que son adversaire, M. Parizeau a fait la meilleure campagne, indiquent les différents sondages.

Styles différents
Hommes forts différents, les deux chefs auront insufflé une allure diamétralement opposée à leur tournée.

Chez les libéraux, dans la plupart des cas, c'est la machine du PLQ, bien huilée et précisée comme une horloge, qui était en vedette. Encerclé par ses candidats régionaux, dans des discours brefs ou souvent

Un commerce qui mobilise \$300 milliards par an

Seule l'industrie des armes rapporte davantage

Sylviane Bourgeteau
collaboration spéciale
BOGOTA

C'est un commerce illégal qui mobilise \$300 milliards par an; qui représente 9 p. cent du volume économique du marché mondial; qui occupe la seconde place derrière l'industrie des armes; et qui, aux États-Unis, produit des bénéfices supérieurs aux 500 plus importantes entreprises américaines. L'or? Le pétrole? L'industrie électronique? Non. La drogue.

L'argent de la drogue: un fléau, une aubaine, un composant intrinsèque au système financier international, ou l'élément qui symbolise le mieux la double morale des pays producteurs et consommateurs? C'est un peu tout à la fois.

Cet argent, d'où vient-il? Comment est-il blanchi? Où est-il déposé? Quel en est l'impact sur l'économie des pays producteurs et sur le marché international? Qui en profite?

Les faisceaux de l'actualité ont attiré notre attention, ces dernières semaines, sur la Colombie; premier producteur mondial de cocaïne et principal fournisseur des États-Unis. La cocaïne, la nouvelle drogue à la mode. 250 000 tonnes de feuilles de coca sont récoltées tous les ans, principalement au Pérou, en Bolivie et une minime partie en Colombie qui, par contre, importe la pâte de coca de ces deux pays, la transforme en cocaïne, l'exporte et la distribue aux États-Unis.

Deux cartels détiennent ce monopole: celui de Cadi et celui de Medellín, le plus connu et le plus violent. Ce commerce illégal rapporte des bénéfices supérieurs au premier produit d'exportation colombien — le café — près de \$4 milliards dont trois resteront à l'extérieur et seulement un reviendra en Colombie.

Premiers hommes d'affaires colombiens

Le ministre colombien du Développement déclarait récemment que le quart de la croissance du Produit national brut pour 1989 était dû à l'argent de la drogue. Il exhortait — sans ironie — les chefs d'entreprises — légales — à s'attaquer aux marchés internationaux avec la même agressivité que le démontrent bien les narcotraffiquants. En Colombie, il est difficile de faire une analyse économique sans prendre en compte les capitaux de la cocaïne.

Les narcotraffiquants investissent dans tous les secteurs rentables de l'économie colombienne: la construction, l'immeuble, le tourisme, la terre... Ils possèdent des radios, des hôtels, des banques et sociétés financières, la plus grande chaîne de pharmacies du pays, des équipes sportives dans les principales disciplines, et un million d'hectares de terres (selon la presse) ou 500 000 selon l'Institut pour la réforme agraire, soit un quart des terres cultivées.

Ces capitaux contribuent à l'exceptionnelle stabilité économique colombienne et ont une fonction de matelas anti-récession, car ils créent des emplois qui pro-

voquent un effet multiplicateur par leur demande en matières premières, dynamisant certains secteurs d'activité.

D'autre part, l'énorme pouvoir d'achat des «barons de la drogue» provoque aussi une réaction inflationniste, en faisant monter les prix comme c'est le cas de l'immobilier et du secteur agraire où leur présence a engendré une émigration des petits agriculteurs et une violence sociale et politique. À l'aide de leurs armées privées, entraînées par des ex-militaires israéliens et britanniques, ils se sont donné la tâche de nettoyer ces régions de toute présence de la guérilla ou de tout ce qui s'apparente, selon leur conception, au communisme.

Perméabilité optimale aux narcodollars

Le blanchissage des capitaux de la drogue est réalisé principalement dans le système financier américain et international: transferts de banque à banque; métamorphose grâce aux bureaux de change; achats de bons du Trésor israélien et américain et, surtout, dépôts dans des banques en Floride, en Suisse, en Angleterre, au Luxembourg, à Panama, pays qui s'offrent comme paradis et refuges fiscaux.

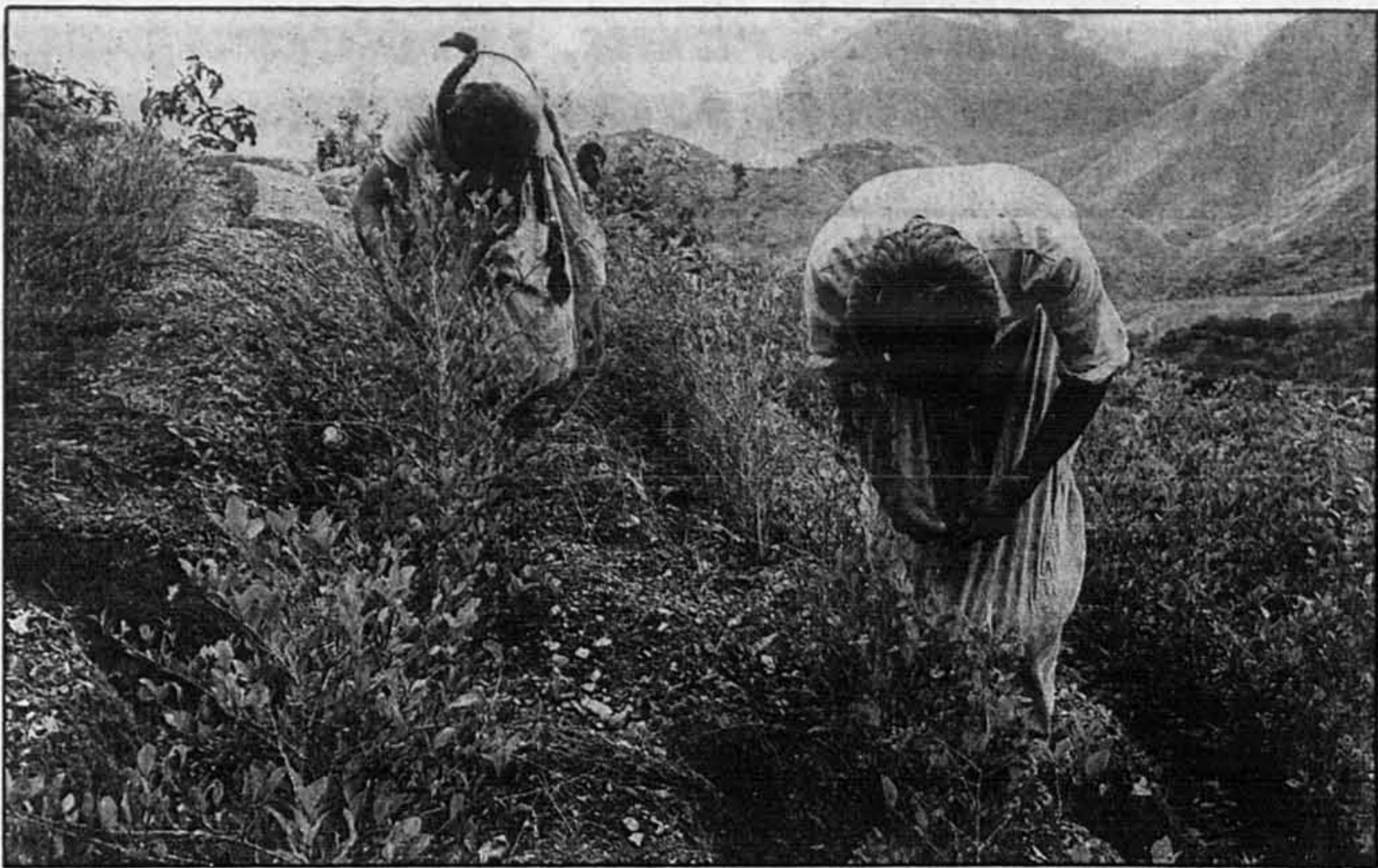
Selon l'économiste colombien Salomon Kalmanovitz, ces capitaux compenseraient le déficit commercial et fiscal des États-Unis. Ce qui expliquerait, d'autre part, les attaques sélectives contre les banques qui jouissent de cet argent tels les récents cas d'une banque arabe et colombienne, ainsi que l'ambiguïté des Américains pour réellement épurer leur système bancaire des narcodollars. Un vrai nettoyage, selon M. Kalmanovitz, provoquerait une panique financière et aurait pour conséquence un déséquilibre du système économique américain.

L'argent de la drogue, ce n'est pas uniquement les bénéfices réalisés par les narcotraffiquants et les avantages qu'en tirent les pays occidentaux. Ce sont aussi les gains faits sur la production de la drogue et particulièrement sur la vente des produits chimiques servant à l'élaboration de la cocaïne.

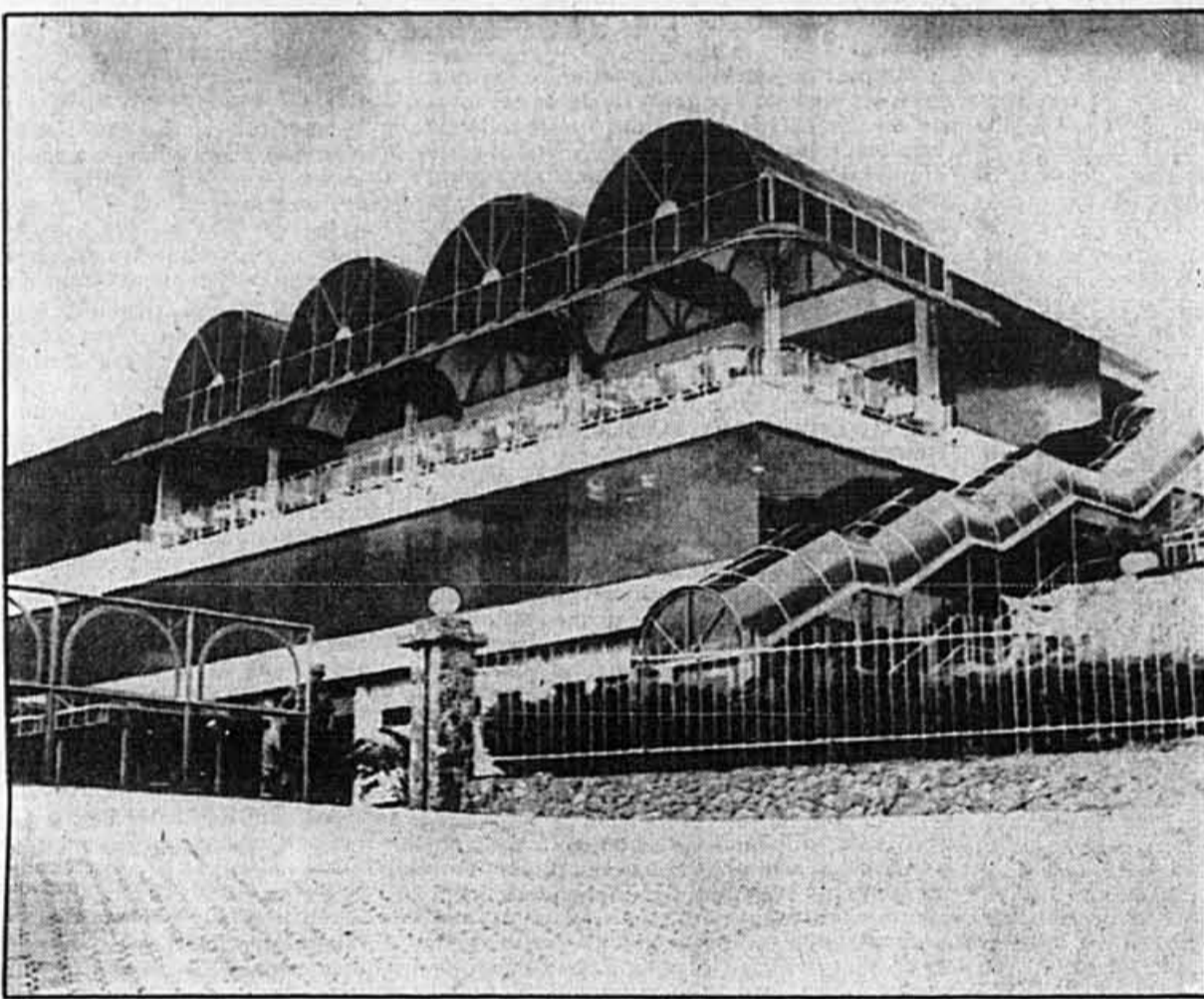
D'après le responsable du conseil des stupéfiants en Colombie, 60 p. cent des produits chimiques importés — légalement — proviennent des États-Unis et 30 p. cent de l'Allemagne fédérale. Selon le directeur de la police colombienne, on retrouve ce même équilibre lors des saisies de produits chimiques dans les laboratoires clandestins, entrés clandestinement et vendus au quintuple. Un appréciable bénéfice pour le pays exportateur. Des bénéfices tout aussi importants sont réalisés par les pays fabricants d'armes qui — directement ou indirectement — répondent aux besoins qu'engendrent un commerce illégal.

Cartes sur table

En finir avec les narcotraffiquants, c'est en finir avec la double morale mondiale; c'est le partage des responsabilités; c'est reconnaître que l'offre ne fait que répondre à une demande; c'est



Des paysannes s'activent à la culture de la cocaïne près de Coroico, en Bolivie.



Le 22 août dernier, les soldats Colombiens saisissaient la discothèque «Cama Suelta», qui appartenait à Pablo Escobar, un des dirigeants du cartel de Medellín.

rompre avec le mythe de la victime — le pays consommateur — et du bourreau — le pays producteur. Ce serait jouer cartes sur table. La politique anti-drogue est depuis des décennies répressive et orientée vers la production. Dans les pays producteurs du tiers monde, ce commerce apporte des capitaux et crée des emplois, en

réponse à une misère croissante.

Ces pays, comme la Colombie, dépendent dans cette lutte de l'aide américaine et sont sujets à des sanctions économiques si leurs efforts ne répondent pas aux attentes de Washington. Ce qui s'appelle la politique de l'âne et de la carotte. Les États-Unis augmentent régulièrement leur

budget anti-drogue, qui atteindra pour les quatre prochaines années les \$8 milliards de dollars, transformés en centres de prévention sur leur territoire et en matériel militaire à l'extérieur.

Matériel militaire et crédits qui serviront tant à la lutte anti-drogue qu'anti-communiste comme le dénoncent chaque fois plus les

pays producteurs. L'insistance des États-Unis pour envoyer des troupes en Amérique latine, en plus de bombardiers — inutiles pour la lutte anti-drogue, comme le soulignait ces jours-ci le directeur de la police colombienne —, a soulevé un tollé et la question suivante dans tous les secteurs politiques colombiens: cette aide ne répondrait-elle pas davantage à la stratégie anti-communiste des Américains en Amérique latine qu'à leur réelle volonté de lutter contre la drogue.

La lutte anti-drogue a aujourd'hui plus de crédibilité, au niveau international, que la lutte anti-communiste. C'est un autre aspect de la double morale qui s'est scandaleusement dévoilée lorsque l'on a découvert que le colonel Oliver North avait financé la guérilla anti-sandiniste avec les bénéfices du trafic de la drogue qu'il faisait avec le cartel de Medellín. Un étrange amalgame — de plus — dans le scandale Contreras-Irangate.

Il existe une autre solution pour en finir avec le narcotrafic. Beaucoup se refusent à l'envisager; d'autres le condamnent, mais de nombreux secteurs d'opinion internationaux en parlent déjà ou le soutiennent ouvertement: la légalisation.

Certains prennent comme arguments qu'il y a bien eu auparavant l'alcool et le tabac — tout aussi mortels —, et qu'en fait, tout est une question d'argent et de qui touche les bénéfices. Ils se demandent pourquoi la cocaïne a détrôné la marijuana comme ennemi numéro un de la sécurité des États-Unis depuis que ce pays en est devenu le second producteur et le troisième exportateur mondial.

Sylviane Bourgeteau est une journaliste pigiste française en poste à Bogota. Elle collabore notamment avec Radio-Canada.

Trotsky, laissé pour compte de la glasnost

Jana Mikoska
Agence France Presse
PARIS

Soixante ans après son expulsion d'URSS, en février 1929, Trotsky restera-t-il un laissé pour compte de la glasnost (transparence) qui a vu la réhabilitation non seulement de membres de l'aile droite de l'opposition à Staline, Boukharine en tête, mais aussi des compagnons de Trotsky, Radek et Rakovski, puis de ses associés ultérieurs, Zinoviev et Kamenev?

La très officielle Commission du bureau politique chargée de réexaminer le cas des victimes des répressions staliniennes dans les années 30, 40 et au début des années 50, qui réhabilite à tour de bras — tout dernièrement, elle a traité le dossier du «Comité juif antifasciste» qui avait opéré pendant la guerre — ne s'est toujours pas penchée sur l'un des principaux artisans de la Révolution d'Octobre et fondateur de l'Armée Rouge.

Il est vrai que, comme l'a souligné le rédacteur en chef de la revue doctrinale du parti, *Kommunist*, Oto Lacin, Léon Trotsky, de son vrai nom Lev Davidovitch Bronstein (le pseudonyme a été emprunté à son gardien de prison d'Odessa) n'a pas été exclu du Parti communiste au moment des répressions staliniennes, au milieu des années trente, contrairement à d'autres révolutionnaires de premier plan, mais en 1927, à une époque où Staline ne s'était pas encore complètement assuré un pouvoir sans partage en URSS.

Exclu du parti en 1927, Trotsky avait été déporté au Kazakhstan,

en Asie centrale soviétique, en janvier 1928 avant d'être expulsé d'URSS en février 1929, puis privé de sa citoyenneté soviétique en 1932.

Mais son assassinat au Mexique par un coup de piolet asséné par Ramon Mercader, dans lequel la presse soviétique reconnaît aujourd'hui la main de Staline, remonte à 1940.

La société non officielle anti-stalinienne *Memorial* qui vient d'être constituée à Moscou avec la participation notamment de l'académicien Andreï Sakharov, n'a pas, elle non plus, jugé utile d'évoquer le cas de Trotsky, dont pourtant le propre fils, Sergueï, mort-fusillé en 1937, a déjà été réhabilité.

Boukharine oui, Trotsky non

À en croire des spécialistes de l'histoire soviétique, autant la réhabilitation d'un Boukharine, aujourd'hui considéré comme le théoricien des fondements intellectuels de l'actuelle réforme de M. Gorbatchev, n'a guère posé de problèmes en raison de ses positions anti-stalinienne, autant il paraît malaisé de redresser l'image officielle de Trotsky, présenté comme un anti-léniniste.

Surtout quant on connaît la sensibilité quasi épidémique de M. Gorbatchev à tout ce qui touche, de près ou de loin, le dogme léniniste. Ce même Mikhaïl Gorbatchev fustigeait d'ailleurs dans le trotskisme «des positions capitulaires, une attaque de plein front contre le léninisme», dans son grand discours prononcé à l'occasion du 70^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, en 1987. Victor Afanassiev, le rédacteur

en chef de l'organe officiel du Parti communiste soviétique *Pravda*, ne s'y est pas trompé: s'il n'excluait pas, à la même époque, lors d'un passage à Paris, une réhabilitation de Boukharine, il estimait qu'il ne devrait pas en être de même pour le Vieux: «Trotsky a peut-être fait quelque chose pour la révolution, mais sa personnalité était odieuse et, dans son action, ce sont les aspects négatifs qui l'emportent sur les positifs», affirmait-il.

Les événements lui donnaient raison, cinq mois plus tard, pour Boukharine, réhabilité. Quant à Trotsky, son analyse paraît toujours tenir.

«Démon de la révolution»

Qualificatifs accablants, griefs et critiques acerbes à l'encontre de l'auteur de la «Révolution permanente» ne manquent pas dans les commentaires, pour la plupart négatifs, de la presse officielle. On l'accuse, péle-mêle, d'arrogance, d'impatience, de piété sans tactique, manque d'attention aux autres, excès d'autoritarisme.

On lui reproche ses thèses sur la militarisation du travail et des syndicats qui l'opposèrent à Lénine. On l'accuse d'avoir voulu instaurer un «socialisme de casernes». On le décrit comme un dictateur en puissance «proche du bonapartisme, du césarisme et de la dictature militaire», qui a facilité l'ascension de Staline et placé ses ambitions personnelles au-dessus de celles du parti et du peuple.

Le général Dimitri Volkogonov (à nom prédestiné de «chasseur de loups»), l'un des historiens les plus en vue actuellement en URSS, chargé par M. Gorbatchev



de rédiger une biographie de Staline, va jusqu'à qualifier Trotsky de «démon de la révolution», tout en reconnaissant par ailleurs qu'il était «le dirigeant le plus populaire après Lénine»...

Mais quel qu'en soit le ton, on parle de celui qui, jusqu'à la venue au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, était une «non-personne» dans son pays où la *Grande encyclopédie* l'ignore purement et simplement. Ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas de consacrer deux pages entières au trotskisme, «courant idéologico-politique petit-bourgeois hostile au marxisme-léninisme et au mouvement communiste international, cachant sa substance opportuniste sous une phraseologie radicale de gauche». Idem pour le «bloc anti-parti trotskiste-zinovieviste».

L'*Encyclopédie de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre* publiée pour l'occasion du 70^e anniversaire du 7 novembre, consacre bien une rubrique à Trotsky, mais sans photo et sans mentionner les points sciemment maintenus obscurs de sa biographie, tel son assassinat.

Trotsky — ou bien Bronstein — susciterait-il des craintes dans son pays jusque de nos jours? Selon la très conservatrice revue de l'Union des écrivains de Russie, *Moskva*, il existe un danger réel de voir les «erreurs du passé» se répéter: «Il ne faut pas succomber aux manipulations de la phraseologie gauchiste et retomber dans les affres cruelles du totalitarisme», avertit-elle dans un virulent réquisitoire contre le trotskisme.

Aussi, si des voix se lèvent, nombreuses, pour une réhabilitation «juridique» de Trotsky, tout le monde tombe d'accord pour considérer qu'une éventuelle réhabilitation politique est du seul ressort du parti.

Trotsky dérange. Ne serait-ce qu'à cause de son impact dans l'Europe des années soixante, dans des pays en voie de développement et jusque dans les sociétés du socialisme bureaucratique du bloc de l'Est: ce n'est pas Boukharine qui a laissé son nom à des mouvements issus de la IV^e internationale. Le 50^e anniversaire de cette IV^e Internationale, fondée par Trotsky en 1938, était marqué à Paris en décembre dernier. Le Parti communiste soviétique, aussi bien que français, ont décliné l'invitation.

L'automne dernier, également à Paris, paraissait une biographie monumentale — 1 100 pages — de Trotsky, fruit de 30 années de travail de celui qui est considéré comme «le» spécialiste mondial du «Vieux», Pierre Broué, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble et président de l'Institut Léon Trotsky.

C'est dire qu'il y aurait des initiés pour juger si la fameuse volonté proclamée de M. Gorbatchev de «remplir les pages blanches de l'histoire» ne consisterait pas, le cas échéant, à les écrire à l'encre sympathique.

Quoi qu'il en soit, l'URSS de la *perestroïka* et de la *glasnost* pourra-t-elle permettre encore longtemps que dans sa Grande Encyclopédie, figure un seul Trotsky: Noi Abramovitch, né en 1895, mort (coïncidence) en 1940, architecte soviétique?



Les réfugiés de l'Allemagne de l'Est fêtent leur arrivée à la frontière autrichienne.

RDA: nuages sur le bastion du communisme pur et dur



GILBERT GRAND

Le 7 octobre prochain, la vieille garde stalinienne au pouvoir à Berlin-Est célébrera avec pompe, en présence de Mikhaïl Gorbatchev, le quarantième anniversaire de la création de la République démocratique allemande (RDA) au plus fort de la guerre froide.

Pourtant, en dépit des slogans ronflants qui ne manqueront pas de retentir sur la place Marx-Engels, l'avenir de l'Etat des ouvriers et des paysans, devenu l'un des derniers bastions du communisme pur et dur dans un bloc secoué par la perestroïka, n'a jamais paru aussi incertain depuis l'érection du Mur de Berlin en 1961.

En passant en Allemagne de l'Ouest ces dernières semaines via Budapest, des dizaines de milliers de fugitifs est-allemands ont confirmé avec éclat — s'il était encore besoin — la faillite d'un modèle socialiste présenté, par le numéro un Erich Honecker lui-même, comme « le seul ordre dans lequel l'homme peut s'épanouir » mais qui n'a pourtant jamais pu arriver à la cheville de son rival démocratique à l'Ouest.

Et, comble d'embarras pour les gérontocrates frieux de Berlin-Est, la plupart de ces réfugiés ont contourné un « rideau de fer » ramené à la dimension d'une nouvelle « ligne Maginot » par la « trahison » du « frère » hongrois qui, préférant les obligations de la convention de Genève à celles du Pacte de Varsovie, a ouvert sa frontière avec l'Autriche.

Figé dans son orthodoxie marxiste-léniniste, voilà que le régime est-allemand commence à souffrir de son anachronisme même au sein du bloc communiste. Alors qu'un vent de réformes souffle sur l'URSS, la Pologne et la Hongrie — avec glasnost, amorces de démocratisation, de pluralisme et d'économie de marché à la clé —, l'heure est encore en RDA au monopole absolu du pouvoir par le Parti communiste (SED), aux élections truquées, à l'encadrement stalinien de la population dès la prime jeunesse, à la répression de toute forme d'opposition, à la planification centralisée, etc.

« Ce n'est pas parce que son voisin retapisse sa maison que tout le monde est obligé de faire de même », clamait-on avec superbe il y a deux ans à Berlin-Est, en rejetant comme « superflues » les réformes gorbacheviennes et en censurant des revues soviétiques qui osaient critiquer l'héritage stalinien. D'un même souffle, la RDA a approuvé ces derniers mois le massacre de Tien Anmen et justifié l'écrasement du printemps de Prague par les forces du Pacte de Varsovie en 1968.

Non sans raisons, Honecker et ses septuagénaires collègues du comité central du SED font de cette résistance à toute révision idéologique et à toute réforme une question de survie: celle de leur pouvoir, bien sûr, mais plus fondamentalement encore, celle de la RDA même.

L'idéologue du SED Otto Reinhold a expliqué cette angoisse existentielle dans un avertissement désarmant sincérité: « Le socialisme est la seule légitimité de la RDA. Quelle raison d'exister aurait une RDA capitaliste à côté d'une République fédérale (RFA)

capitaliste? Aucune, naturellement ».

Autrement dit: sans communisme, il n'y a plus d'Etat est-allemand possible et voilà ressorti du placard l'épouvantail de la « réunification allemande » qui effraie tant les chancelleries.

Dès sa création dans la zone d'occupation soviétique — au mépris du droit à l'autodétermination réclamé par les communistes pour les autres peuples —, la RDA s'afficha bien comme « Etat socialiste de nation allemande ». Mais les quarante années de son histoire sont ponctuées de manifestations de rejet de cette greffe idéologique: révolte ouvrière de 1953 écrasée par les chars soviétiques, construction du Mur de Berlin en 1961 pour enrayer la fuite vers la RFA, répression de la dissidence dans les années 1970, exode légal et illégal des années 1980.

Outre un quadrillage policier des plus sévères, la survie du régime a été assurée par la présence de 400 000 soldats soviétiques sur un territoire d'une importance stratégique vitale pour Moscou dans la confrontation Est-Ouest. Ainsi que par une certaine efficacité économique toute prussienne qui a valu à la RDA de jouir du meilleur niveau de vie du bloc communiste, malgré le vieillissement de ses infrastructures industrielles.

Rien cependant pour satisfaire l'appétit d'une population dont l'étalon du bien-être n'est pas à Varsovie ou Moscou mais bien plutôt à Berlin-Ouest, Francfort ou Dusseldorf, dont ils constatent le luxe en regardant la télévision ouest-allemande. Ce qui fait dire à un observateur que, tous les soirs à 20 heures devant leur petit écran, 80 p. cent des Allemands de l'Est choisissent « l'émigration mentale ».

Les millions de visiteurs qui se sont rendus chez leurs parents de l'Ouest sont revenus avec la conviction que, là-bas, il est possible de bouger, de respirer, de refaire sa vie, d'être maître de son destin. De plus, Bonn leur accordera aussitôt un passeport, la Loi fondamentale (constitution) de la RFA considérant que la citoyenneté ouest-allemande appartient automatiquement à tous les Allemands.

100 000 autres réfugiés

Pas étonnant donc que, lorsque Berlin-Est a modifié en début d'année sa politique d'émigration, près d'un million et demi de personnes (un dixième de la population) ont soumis une demande. Aux 140 000 Allemands de l'Est partis s'installer en RFA de 1984 à 1988, s'ajouteront cette année plus de 100 000 autres, par la voie légale ou par la filière hongroise.

Les conséquences de cette véritable saignée sont dramatiques pour un pays dont la population active compte seulement 8,9 millions de personnes (sur 16,8 millions d'habitants) et qui souffre d'une pénurie chronique de main-d'œuvre. Dans les milieux industriels, un poste sur dix est désormais vacant; 60 p. cent des transfuges sont en effet des ouvriers qualifiés entre vingt et quarante ans. Les secteurs de la santé et de l'enseignement sont également particulièrement touchés. « C'est notre avenir qui fiche le camp », constatait amèrement un maître-maçon est-berlinois.

Pour compenser ces départs, la RDA devra faire davantage appel aux travailleurs immigrés du Sud: 100 000 d'entre eux (dont 53 000 Vietnamiens, 14 000 Mozambicains et 10 000 Cubains) y occupent déjà des emplois, non qualifiés cependant pour la plu-



part. D'ores et déjà, la croissance s'essoufle (à peine 1 p. cent cette année) et aucun des objectifs économiques ne sera atteint en dépit de l'injection massive de capitaux ouest-allemands (6 milliards de DM en 1988) et d'un statut privilégié de partenaire commercial avec la RFA.

Alors que ces nuages noirs s'accumulent, le régime ressassé les mêmes vieux refrains et semble désespéré, comme suspendu à la survie d'Erich Honecker. Aucun des candidats à la relève n'a d'ailleurs le profil d'un réformateur: certainement pas le « dauphin » Egon Krenz, 52 ans, l'homme de la répression, ni Günter Schabowski, 60 ans, ou Günter Mittag, 62 ans. Le seul partisan affiché de la perestroïka, Hans Modrow, secrétaire du Parti pour la région de Dresde, a été cloué au pilori par les dinosaures du SED, artisans d'une albanisation de la RDA.

Pas d'opposition organisée

Stagnation économique, sclérose politique, espoirs déçus, absence de libertés, toutes les composantes d'une situation explosive semblent réunies. Il y manque pourtant encore un mouvement d'opposition d'envergure, à la Solidarité. D'une part, Berlin-Est est parvenu jusqu'ici à empêcher l'émergence en expulsant les leaders potentiels (tel Wolf Bierman); d'autre part, l'intelligent-

sia, elle-même, a souvent préféré l'émigration au combat stérile à l'intérieur.

Mais devant l'ampleur de l'exode des derniers mois, la dissidence, éparpillée dans des groupuscules écologiques et de défense des droits de l'Homme, relève la tête et tente de s'organiser. Deux groupes sortent du lot: *Démocratie maintenant*, fondé par des scientifiques et des intellectuels, demande la fin du socialisme d'Etat et un renouveau démocratique.

Forum nouveau qui réunit, autour du peintre Baerbel Bohley, déjà 1500 membres (anciens du SED, pasteurs, étudiants et militants pacifistes), se propose de « réformer » le socialisme et de présenter des candidats aux prochaines élections. Demande que les autorités ont aussitôt rejeté.

L'Eglise évangélique, elle-même, a haussé la voix en réclamant un « pluralisme démocratique de partis », ainsi qu'une « discussion ouverte et publique sur les problèmes de la société » est-allemande.

Cette nouvelle opposition n'a cependant pas encore réussi à capter l'audience des ouvriers, qui semblent craindre que les réformes ne créent des problèmes de ravitaillement encore plus graves. Mais un nouveau tour de vis des autorités, limitant par exemple les voyages à l'Ouest ou en Hongrie, pourrait bien précipiter l'explosion.

Haiti: les défis du président Avril demeurent entiers

JACQUELIN TÉLÉMAQUE
collaboration spéciale
PORT-AU-PRINCE

Un an après son installation au pouvoir comme président de facto d'un gouvernement militaire, le général Prosper Avril n'arrive toujours pas à relever ses deux grands défis: la maîtrise de la situation économique et l'application d'un calendrier électoral qui confirme l'engagement d'Haiti sur la voie de la démocratie.

Trois décrets adoptés par le gouvernement sont venus confirmer la gravité de la situation économique. Le coût de la vie augmentant sans cesse, le gouvernement s'est vu contraint d'instituer, en juin, une « commission permanente chargée de statuer sur les causes des augmentations des coûts des produits stratégiques ou de première nécessité ».

Aucun rapport n'a fait la lumière sur les causes du désastre économique actuel. Au mois d'août, à la suite d'une décade de la gourde (la monnaie nationale) atteignant 40 p. cent sur le marché agricole, le régime a réagi en fixant des conditions strictes à l'entrée et la sortie des devises, et en procédant à l'arrestation des petits cambistes qui se tiennent le long des grandes artères de la capitale en agitant des liasses d'argent.

Le communiqué annonçant ces arrestations parle aussi des gros bonnets, mais ceux-ci, par on ne sait quel concours de circonstances, se sont mis à couvrir.

Par ailleurs, un décret enjoint aux entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à \$20 000 (US) de payer la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA). Dans la même foulée, un autre décret institue un taux d'ajustement de 30 p. cent sur les produits impor-

tés avant le calcul des droits des douanes et autres taxes.

Ces mesures, résultant de pressions directes du Fonds monétaire international (FMI), n'ont pas plu à l'ensemble de la population qui, par différents canaux, a fait connaître son mécontentement. Un mémorandum du FMI a même énuméré ses exigences: réduction des dépenses sociales et compression des dépenses de certains ministères et entreprises publiques.

La Chambre haïtienne de commerce a réagi en rejetant toute responsabilité à propos de ce qui pourrait se passer, le peuple étant déjà surtaxé. Des centrales syndicales et diverses organisations communautaires ont rappelé les secousses qui ont ébranlé des pays comme le Venezuela ou la République dominicaine lorsque le FMI leur a imposé des mesures d'austérité.

Lundi dernier, à l'appel de 17 organisations politiques, syndicales et socio-professionnelles, la population a protesté contre ces mesures d'austérité par un concert de klaxons à travers les rues de la capitale.

Le ministre des Finances, Léonce Télusma, a répliqué que le gouvernement avait le choix entre trois options: la réduction des dépenses publiques, l'augmentation des ressources financières de l'Etat ou une attitude de laisser faire. Il a opté pour la deuxième solution, a-t-il dit, car la réduction des dépenses publiques se solderait par la révocation de 10 000 employés de la fonction publique. Il confirmait aussi que le tarif du téléphone augmentera de 8 p. cent et que le prix du sac de farine augmentera de \$2.

En adoptant ce train de mesures — d'autres sont à venir, assure-t-il —, le ministre espère mériter des prêts de \$340 millions de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de dévelop-



Le général Prosper Avril, à gauche, en compagnie du major-général Herard Abraham.

Mais le milieu des affaires reste insatisfait. Dans la capitale, on parle de guerre ouverte entre ce secteur et le régime. A l'occasion de son premier anniversaire au pouvoir, le général Avril a lancé ses plus virulentes attaques contre les industriels et hommes d'affaires, qu'il a accusés de saboter sa politique économique.

Les élections auront-elles lieu?

En assumant le pouvoir le 17 septembre 1988, le général Avril

invoquait « l'obligation de sauver le pays de l'anarchie et du chaos », thème ressassé par les militaires depuis le 19^e siècle pour justifier leurs coups d'Etat.

Le contexte qui existait à la chute du régime du général Henri Namphy était assez particulier: l'église Saint-Jean Bosco est incendiée le 11 septembre à la suite d'une action menée par des commandos sous la supervision de Franck Romain, ancien maire de la capitale; cette même semaine, l'église Immaculée-Conception,

est également incendiée; des actes analogues sont enregistrés dans le département de l'Artibonite, à Marchand-Dessalines, exacerbant le sentiment d'insécurité des Haïtiens.

Aussi, lorsque survient le coup d'Etat contre le régime Namphy, la population demeure passive, même si Prosper Avril était connu comme un proche des Duvalier. Il se l'était fait rappeler en février 1986, jour du rétablissement du drapeau bleu et rouge, lorsque des manifestants, à Port-

au-Prince, le pointèrent du doigt. Il était alors conseiller du CNG de Namphy.

Depuis le 17 septembre 1988, la question des élections est à nouveau à l'ordre du jour. A plusieurs reprises, le général a déclaré que cela relève du Conseil électoral provisoire (CEP), dont les membres sont finalement nommés en mars 1989. Aucun progrès sensible n'a été enregistré en ce qui touche la tenue des élections prochainement dites.

Les membres du CEP ont estimé nécessaire d'effectuer une tournée du pays pour connaître les sentiments de la population avant d'annoncer un calendrier électoral.

La seule information sur le calendrier électoral a été fournie par les ministres des Affaires étrangères des pays du Caricom (le Marche commun des Caraïbes) lors d'un séjour en Haïti fin mai, début juin. Ils ont révélé que des élections se tiendraient en Haïti en 1990. Le CEP y a opposé un démenti, mais seulement après les protestations de plusieurs organisations et partis politiques qui considéraient la déclaration du Caricom comme « une ingérence dans les affaires d'Haïti ».

Après cinq mois de fonctionnement, le CEP n'a pas encore émis de loi organique, n'a pas publié de calendrier électoral, et n'a pas réussi à s'imposer comme un organisme sérieux et crédible. Les rapports entre ses membres sont empreints de frictions dues à la recherche d'avantages matériels personnels conférés par leur statut. Jusqu'à preuve du contraire, les élections, si elles devaient avoir lieu, devraient être la répétition d'un exercice qui a déjà abouti à la désignation de Leslie Manigat à la présidence d'Haïti durant cinq mois par l'armée, le vrai pouvoir restant concentré aux mains des militaires.

Les entrepreneurs du Québec ont besoin d'un second souffle

PHILIPPE DUBUISSON

« Nos entrepreneurs sont fatigués. Ils ont besoin d'un second souffle pour relever les défis des années 1990 », lance d'entrée M. Jean Lambert, président du congrès annuel de la Chambre de commerce du Québec qui a débuté hier soir au Manoir Richelieu à Pointe-au-Pic.

L'essoufflement des entrepreneurs québécois et l'incertitude quant à leur succession est au centre des préoccupations des quelque 700 délégués de la Chambre. A un point tel que c'est le thème qu'ils ont retenu: *Pour la suite de l'entrepreneuriat québécois.*

Après l'euphorie du début des années 1980, période au cours de laquelle les hommes d'affaires ont été élevés au rang des vedettes, le krach a eu l'effet d'une douche d'eau froide. « Ils sont nombreux nos entrepreneurs qui ont dépassé la cinquantaine et à cette âge là, plusieurs ont perdu le goût de foncer », poursuit M. Lambert.

La retraite

Bernard Lemaire, le président de Cascades et l'un des entrepreneurs les plus respectés du Québec, annonçait la semaine dernière à un hebdomadaire financier son intention de prendre sa retraite dans deux ans. A 53 ans, l'ainé des frères Lemaire déclare qu'il est temps d'entraîner quelqu'un d'autre.

Plus tôt cette année, les frères Perron ont vendu leur entreprise de bois de sciage, Normick-Perron, au géant Noranda. Les frères Perron n'avaient pas assuré leur relève.

« Ce sont là des cas connus, dit M. Lambert. Mais un grand nombre d'entrepreneurs, uniques actionnaires de leur entreprise et qui n'ont pas préparé la relève, se demandent quoi faire ».

Au Québec, sur 158 000 entreprises, on en compte environ 500 qui ont plus de 200 employés. Pas moins de 156 000 entreprises ont 25 employés ou moins, souligne M. Lambert.

La relève
L'essoufflement des entrepreneurs et l'absence d'une relève inquiète particulièrement après l'adoption du libre-échange et à la veille de l'Europe de 1992. Pour profiter de la globalisation des marchés, les entreprises doivent percer à l'étranger ou soutenir la concurrence sur leur marché local. Les stratégies à succès passent par les fusions, les acquisitions et l'établissement de réseaux de distribution.

« Le libre-échange ajoute aux pressions que subissent les entrepreneurs. Il y a aussi les changements technologiques et le manque de formation de la main-d'oeuvre. Devant ces défis, plusieurs entrepreneurs se demandent s'ils n'est pas plus sage de vendre », poursuit M. Lambert, qui est aussi vice-président de Lévesque, Beaubien, Geoffrion, et président de Demeter, une compagnie de gestion.

Il n'y a pas de mal à vendre une entreprise. Mais si l'on veut que les sièges sociaux demeurent au Québec, il faut favoriser le regroupement des entreprises québécoises, dit M. Lambert.

D'abord, il faut créer des réserves de capitaux. La vente du Groupe Commerce à des intérêts Néerlandais par les familles St-Germain et Benoit de Saint-Hyacinthe est un cas probant: il n'est pas facile de regrouper rapidement des capitaux sans la Caisse de dépôt. De plus, n'eût été de la Caisse, c'est le groupe ontarien Oxdon qui aurait mis la main sur Steinberg et non pas Michel Gaucher.

« Le Québec a peu de grandes fortunes privées. Il faut créer un réseau de capital de risque pour appuyer nos entrepreneurs et réa-

liser rapidement lorsque le patrimoine est en jeu. »

Aussi, les thèmes des ateliers, soit la globalisation des marchés, la vente ou la fusion d'entreprises, la relève et la formation de la main-d'oeuvre, seront tous animés par l'objectif de la poursuite de l'entrepreneuriat québécois.

Manoine est à trois mètres en-dessous du niveau normal, la rivière Péribonka a baissé de six mètres et le lac Saint-Jean affiche un niveau d'environ un mètre sous la normale.

En ce moment, Alcan modifie quotidiennement la gestion des réservoirs. Les spécialistes de l'entreprise souhaitent que les mois d'octobre et novembre permettent de ramener les réservoirs à des niveaux qui permettront une certaine marge de sécurité.

Le responsable de l'information chez Alcan, M. Jacques Dubuc, a confirmé hier que l'entreprise avait acheté un « bloc important d'énergie ferme » chez Hydro-Québec depuis dix jours pour alimenter ses salles de cuves et pallier au manque d'eau dans son système de réservoirs.

Selon les relevés de l'entreprise, l'ensemble des réserves hydrographiques est à 60 pour cent de sa capacité normale. Le réservoir



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

Un grand nombre d'entrepreneurs ne savent pas quoi faire face à la relève.

LE CONSEIL DE L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC LANCE UN APPEL PUBLIC DE CANDIDATURES

L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est la plus haute distinction décernée au Québec. L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est composé de personnes à qui le gouvernement a conféré le titre de Grand officier, d'Officier ou celui de Chevalier de l'Ordre.

Objectifs:

Témoigner de la fierté qu'inspirent au peuple du Québec les actions éminentes accomplies par ces personnes. Manifester du respect et de la fidélité à ceux et à celles qui ont marqué l'évolution du Québec ou qui ont permis son rayonnement dans l'un ou l'autre des secteurs de l'activité québécoise. Traduire les liens entre le passé et le présent du Québec.

Critères d'admissibilité:

Toute personne née ou résidant au Québec à l'exception des membres de l'Assemblée nationale. Les candidatures seront soumises au Conseil de l'Ordre chargé de faire ses recommandations au Premier ministre.

Mise en candidature:

Désirez-vous soumettre une candidature? Si oui, des formulaires d'inscription sont disponibles sur demande. Chaque candidature doit être parrainée par deux personnes et/ou une association et acheminée avant le 10 octobre 1989 avec la mention « candidature ».



Madame Denise Grenier
Directrice de l'Ordre
SECRETARIAT
DE L'ORDRE NATIONAL
DU QUÉBEC
Ministère du Conseil exécutif
875 est. Grande-Allée
Édifice "H" — Bureau #2.404
Québec, QC G1R 4Y8
Tél.: (418) 643-8895

Québec

Alcan fait face à une pénurie énergétique

Presse Canadienne
ALMA

Le deuxième plus gros producteur d'électricité au Québec, la compagnie Alcan et sa filiale Énergie électrique Québec, est confrontée à la pire pénurie énergétique de son histoire dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Selon les relevés de l'entreprise, l'ensemble des réserves hydrographiques est à 60 pour cent de sa capacité normale. Le réservoir

Entente fiscale avec le Vermont

Le Québec et le Vermont ont signé hier une entente portant sur l'échange de renseignements en matière de taxe sur les ventes au détail, les carburants, les cigarettes et les autres produits du tabac. Cette entente permettra d'accroître la coopération relative à l'application des lois concernant les taxes à la consommation sur ces produits et d'avoir recours aux autorités du Québec et du Vermont pour l'application des lois pertinentes.

Obligations du Canada disponibles le 29 octobre

Le ministère des Finances du Canada annonce que les nouvelles obligations d'épargne du Canada seront disponibles pour des achats au comptant à partir du 19 octobre.

Le taux d'intérêt qu'elles porteront ainsi que les limites d'achat par contribuable seront dévoilés autour de la mi-octobre.

Les obligations seront datées du 1er novembre et viendront à échéance dans 12 ans.

Vous avez les reins solides? Lutte avec nous.



CRTC
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

DÉCISIONS

Décision 89-707. **Câblestrie Inc.**, Saint-Hyacinthe, La Présentation, etc. (Qué.) APPROUVÉ — Renouvellement de la licence de réception de radiodiffusion qui dessert les collectivités mentionnées dans la décision du 1er octobre 1989 au 31 août 1994. APPROUVÉ — Exemption de la distribution obligatoire du service local de CKUT-FM Montréal. **Où puis-je lire les documents du CRTC?** Les documents du C.R.T.C. peuvent être consultés dans la « Gazette du Canada », partie 1, aux bureaux du C.R.T.C. et dans la section référence des bibliothèques publiques. Les décisions du Conseil concernant un titulaire de licence peuvent être consultées, à ses bureaux, durant les heures normales d'affaires. Vous pouvez également obtenir copie des documents publics du C.R.T.C. en rejoignant le Conseil à : Ottawa/Hull (819) 997-0313; Halifax (902) 426-7997; Montréal (514) 283-6607; Winnipeg (204) 983-6306 et Vancouver (604) 666-2111.

Canada

★ LA BAIE ★

LANCÔME

LANCÔME PRÉSENTE LE PREMIER SOIN CHRONO-COSMÉTIQUE DE NUIT

NOCTOSÔME SYSTÈME RENOVATEUR DE NUIT

Grâce à son système-niosôme exclusif, Noctosôme agit tout au long de la nuit, en harmonie avec les rythmes biologiques de la peau en stimulant chaque étape du renouvellement cellulaire. **Le résultat:** chaque matin, votre peau se réveille sans trace de fatigue, pleine de vie, d'attaque pour une nouvelle journée. 30 ml, 40\$. 50 ml, 55\$

VOTRE PRIME

À l'achat de 18\$ ou plus de produits Lancôme, vous recevrez, sans frais supplémentaires, la prime "Les Raffinés" de Lancôme contenant les produits suivants:

- TRANS HYDRIX, crème hydratante à actions multiples, 20 ml
- CLARIFIANCE GEL, gel purifiant moussant pour le visage, 20 ml
- MAQUIVELOURS, fond de teint liquide beige dune, 15 ml
- ROUGE A LÈVRES SATIN, bois de rose
- MAGIE NOIRE, eau de toilette, 1.75 ml

Valeur total au détail: 41,95

Une prime par cliente, jusqu'à épuisement des stocks.

VOS CARTES SONT MAÎTRESSES!

Nous ne brouillons pas les cartes. À la Baie, vous jouissez d'un grand crédit!

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

